

A woman in silhouette is holding a large white dove against a sunset sky. The dove is made of paper or fabric and has a yellow UN logo on its head. The sky is a mix of orange, pink, and blue.

 **ONU**
FEMMES 

RAPPORT ANNUEL
2014-2015

ONU Femmes est l'organisation des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Porte-drapeau mondial des femmes et des filles, ONU Femmes a été créée pour accélérer les progrès en faveur de l'amélioration de la condition des femmes et des filles et pour répondre à leurs besoins dans le monde entier.

ONU Femmes soutient les États membres des Nations Unies dans l'adoption de normes internationales pour réaliser l'égalité des sexes et travaille avec les gouvernements et la société civile à concevoir les lois, les politiques, les programmes et les services publics nécessaires à l'application de ces normes. ONU Femmes soutient la participation équitable des femmes à tous les aspects de la vie, se concentrant sur cinq domaines prioritaires : renforcer le leadership et la participation des femmes ; mettre fin à la violence contre les femmes ; faire participer les femmes à tous les aspects des processus de paix et de sécurité ; renforcer l'autonomisation économique des femmes ; et mettre l'égalité des sexes au cœur de la planification et de la budgétisation nationale. ONU Femmes coordonne et promeut en outre le travail réalisé par le système des Nations Unies pour faire progresser l'égalité des sexes.

Sommaire

RAPPORT ANNUEL 2014-2015

Avant-propos	2
Placer la barre plus haut pour les règles mondiales	4
Domaines d'intervention prioritaire	
<i>Ouvrir la voie à la parité sur la scène politique</i>	6
<i>Placer l'économie au service des femmes</i>	8
<i>Mettre fin à la violence envers les femmes et les filles</i>	10
<i>Inclure les femmes pour instaurer une paix durable</i>	12
<i>Agir pour satisfaire les besoins humanitaires des femmes</i>	14
<i>Faire compter les femmes dans les plans et budgets nationaux</i>	16
Mobiliser des partenariats pour accélérer les progrès...	18
...Mener l'appel au changement	20
Fonds d'affection spéciale	
<i>Le Fonds d'affectation spéciale d'ONU Femmes pour l'égalité des sexes</i>	22
<i>Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes</i>	24
États financiers	26
ONU Femmes dans le monde	30
Contactez-nous	32



Avant-propos de la Directrice exécutive

Des partenariats stratégiques permettront l'adoption de mesures transformatrices en faveur de l'égalité des sexes

En 2015, nous attendons un nouveau programme de développement durable qui profitera « aux populations, à la planète et à la prospérité » et qui accordera une place centrale à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. ONU Femmes relève ce défi et fait fond sur ses réalisations passées, dont les grands résultats obtenus pour les femmes et les filles en 2014.

Dans toutes nos actions, nous sommes conscientes et conscients que notre succès repose sur un partenariat. Nous avons saisi toutes les occasions qui se sont présentées pour encourager le monde à tenir les engagements pris il y a 20 ans lors de la Déclaration et de l'adoption du Programme d'action de Beijing. En 2014, lors d'une étude d'une ampleur sans précédent, 167 pays ont chacun dressé le bilan de leur mise en œuvre de ces promesses relatives à l'égalité des sexes. Ce bilan et ses résultats ont contribué à un programme intensif de mobilisation afin que soit

renouvelé l'engagement pour que des mesures transformatrices et intensifiées soient adoptées avant 2020. Ce programme culminera avec « Pour un monde 50-50 en 2030 ».

De plus en plus souvent, nos partenariats stratégiques naissent d'une collaboration avec des entreprises, et nous œuvrons ensemble pour favoriser l'autonomisation économique des femmes et pour exhorter les hommes à se charger des changements et à en rendre compte.

En septembre 2014, nous avons lancé la campagne HeForShe et entraîné des millions de conversations aussi bien sur les réseaux sociaux qu'en personne, puisque celles et ceux qui ont souscrit à la campagne en ont également parlé. L'initiative « IMPACT 10x10x10 », lancée en janvier 2015 lors du Forum économique mondial, a désigné des champions au sein des gouvernements, des entreprises et des universités pour servir de leaders d'un

changement immédiat dans chaque secteur, qui utilisent la technologie de manière créative pour traiter des questions influentes telles que l'inclusion financière, les quotas pour la représentation politique, la parité salariale et l'élimination de la violence basée sur le genre.

Dans notre rapport phare *Le progrès des femmes dans le monde 2015-2016 : Transformer les économies, réaliser les droits*, publié en avril 2015, nous avons mis en lumière, grâce à de nouvelles données, les disparités marquées entre les sexes dans le cadre de l'économie mondiale, et nous avons recommandé des solutions aux gouvernements. Notre collaboration avec des partenaires de l'ensemble du système des Nations Unies tels que l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) nous aide à asseoir solidement des politiques de développement nationales et internationales qui encouragent l'accès des femmes à un emploi décent et l'égalité de rémunération, et qui allègent le fardeau écrasant que représente le travail non rémunéré pour les femmes de par le monde.

La société civile, dont les syndicats et les mouvements de travailleuses et travailleurs, reste un partenaire fondamental pour tous nos efforts, aussi bien parce qu'elle donne toujours la parole à sa conscience que parce qu'elle garde les pieds sur terre, ce qui est indispensable, lors des crises humanitaires telles que l'épidémie de maladie à virus Ebola ; le cyclone tropical Pam ; ou les menaces complexes et liées les unes aux autres, de plus en plus nombreuses, qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales, et tout particulièrement l'apparition de groupes extrémistes qui visent directement et explicitement les droits des femmes.

Enfin, tout notre travail a pour but de changer des vies et d'aider les femmes et les filles à réaliser pleinement leur potentiel. Nous suscitons de meilleures opportunités en matière d'éducation pour les femmes et les filles, notamment par un recours de plus en plus fréquent à la technologie, ainsi que des mesures visant à renforcer et consolider encore le leadership politique des femmes et à garantir leur inclusion dans les efforts de consolidation de la paix et de relèvement en temps de crise. Tout ceci nécessite des investissements accrus et renouvelés, un fort engagement à améliorer la collecte et l'analyse des données, des cadres de responsabilité pour les dirigeant(e)s, et la définition des responsabilités de toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé.

Le rapport de cette année fournit des exemples qui démontrent l'impact d'ONU Femmes de l'échelle mondiale à l'échelle individuelle. C'est avec fierté que nous avons contribué à l'augmentation du pourcentage de femmes élues à la Chambre des représentants de Bolivie, qui est passé de moins de 30 pour cent à plus de 50 pour cent ; au renforcement des droits

économiques de 21.350 travailleuses à domicile au Pakistan grâce à l'amélioration de leur accès aux services d'enregistrement, à la sécurité alimentaire et aux activités génératrices de revenus ; à l'augmentation du nombre de centres de crise polyvalents employant du personnel compétent pour aider les femmes qui ont subi des violences, au Rwanda, qui est passé de 2 à 11 ; et à l'engagement de 23 experts en enquêtes et documentation relatives aux crimes basés sur le genre en vue de faire progresser les enquêtes ou poursuites internationales dans 12 pays différents, qui permet de manière directe de constituer des dossiers concernant les auteurs d'atrocités envers les femmes et les filles. ONU Femmes est présente dans le monde entier, aux côtés de ses partenaires, et joue un rôle de catalyseur, de leader et de défenseur d'un monde dans lequel régnera l'égalité des sexes.

Les aspirations et les actions démarrées cette année influenceront les générations à venir. Nous le savons bien, et nous nous efforçons d'avoir le plus grand impact possible en utilisant les ressources qui nous sont confiées. Nous investissons dans l'évaluation de notre travail afin de pouvoir continuer à apprendre de ce que nous faisons et à nous améliorer. Les évaluations indépendantes réalisées par plusieurs partenaires importants en 2014 ont confirmé l'intérêt de notre existence et notre efficacité.

L'égalité des sexes reste sous-financée à bien des niveaux ; et pourtant, il est essentiel d'accroître notre financement pour que nous puissions aller jusqu'au bout de notre ambitieux programme.

Dans le cadre de l'examen du programme de financement en faveur du développement réalisé cette année, ONU Femmes appelle à un financement transformateur en faveur de l'égalité des sexes. Celui-ci nécessite un niveau de financement sans précédent par son ampleur, sa portée et sa qualité. L'allocation de ressources prioritaires spéciales et leur investissement dans la lutte pour l'égalité des sexes sont des impératifs urgents. Nous continuerons à travailler pour que toutes les sources de financement du développement et les institutions qui les gèrent, qu'elles soient publiques ou privées, nationales ou internationales, poursuivent les objectifs de l'égalité des sexes, et nous encouragerons les partenariats multipartites, qui sont essentiels pour assurer un financement solide et adéquat à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

Comme le souligne le présent rapport, ONU Femmes s'engage sérieusement à mettre fin au statu quo ; à établir de nouvelles normes de manière collaborative, à l'aide de programmes bien ciblés ; et à mobiliser des partenaires qui changeront la donne, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies, pour accélérer le rythme de ces changements.

Ensemble, nous pouvons inaugurer une nouvelle ère plus juste, plus résiliente et plus inclusive pour toutes et tous.

CI-DESSUS : *La Directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, rend visite au programme Ville sûre du Caire, l'une des 21 villes participantes à l'initiative mondiale Villes sûres d'ONU Femmes pour mettre fin au harcèlement et à la violence envers les femmes et les filles dans les espaces urbains. Des localités aux forums mondiaux, ONU Femmes tisse des partenariats partout dans le monde et mobilise les populations autour d'un but commun essentiel au développement durable : la mise en œuvre de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.*
PHOTO : ONU Femmes/Mohamed Ezz Aldin



Dr. Phumzile Mlambo-Ngcuka
*Secrétaire générale adjointe de l'ONU
et Directrice exécutive*



Placer la barre plus haut pour les règles mondiales

Nous célébrons un événement historique

La Déclaration et le Programme d'action de Beijing, de 1995, ont chargé les gouvernements et les populations de par le monde de réaliser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Il s'agit toujours d'un engagement historique, et ONU Femmes a saisi l'occasion de son 20^e anniversaire pour intensifier son action visant à concrétiser tous les éléments de sa vision ambitieuse dans la vie des femmes.

Au début 2015, la Commission de la condition de la femme des Nations Unies s'est réunie pour évaluer l'état de la mise en œuvre mondiale du Programme d'action de Beijing et faire le point sur la situation actuelle des femmes. 167 pays, un record, ont entrepris de dresser un bilan national, et les conclusions de ces études ont été synthétisées dans un rapport publié par le Secrétaire général, qui fera autorité. Il est vrai que les gouvernements ont placé la barre assez haut à Beijing et que de nombreuses avancées ont été réalisées, mais ce rapport affirme sans équivoque que les progrès doivent accélérer.

Partout, des signes ont montré que de plus en plus de gens reconnaissent les lacunes et étaient prêts à accélérer le changement. En vue de marquer la campagne Beijing+20 jusqu'à la réunion de la Commission, ONU Femmes a déclenché l'engagement public et politique mondial grâce à sa campagne intitulée « Autonomisation des femmes, autonomisation de l'humanité – Imaginez ! » Par le biais des médias en ligne et d'information, celle-ci a touché plus de 280 millions de personnes et suscité toujours plus d'intérêt et d'actions. L'entente « Media Compact » entre une trentaine de médias internationaux importants a permis une couverture étendue et de qualité des principaux enjeux de l'égalité des sexes.

Quarante manifestations sur le thème des 12 domaines critiques du Programme d'action de Beijing se sont tenues dans le monde entier et ont rassemblé d'éminentes et éminents expertes et experts, des défenseuses et défenseurs et des leaders d'opinion afin d'esquisser les orientations que pourraient prendre l'éducation, l'emploi, la participation politique ou les médias, par exemple. C'est ainsi qu'un partenariat a été établi avec l'Institut Geena Davis, qui a réalisé la toute première étude mondiale sur la façon souvent discriminatoire dont les femmes sont dépeintes dans les films, reléguées à des rôles inférieurs.

La Commission a rassemblé des représentantes et représentants gouvernementaux et 4.500 participantes et participants issus d'ONG, un véritable record, pour une discussion et un débat animés. Plus de 650 manifestations ont abordé des thèmes allant de l'augmentation du financement en faveur de l'égalité des sexes aux rôles des hommes et des garçons. Les cloches des bourses de New York, du Caire, de Varsovie, Stockholm, Istanbul, Lagos et Bombay ont retenti pour l'égalité des sexes, et des milliers de personnes sont descendues dans les rues de New York, clamant « Pour un monde 50-50 en 2030 : Franchissons le pas pour l'égalité des sexes ! »

Lors d'une prestigieuse manifestation célébrant le 20^e anniversaire à New York, des cheffes et chefs de file des milieux artistique,

CI-DESSUS : La Directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka (au centre), et la Directrice exécutive adjointe Lakshmi Puri (à droite), accompagnées de Michaëlle Jean (à gauche), Secrétaire générale de la Francophonie, emmènent des milliers de militantes et militants lors d'une marche dans les rues de New York, à l'occasion de la Journée internationale de la femme. Leur message : « Pour un monde 50-50 en 2030: franchissons le pas pour l'égalité des sexes ».

PHOTO : ONU Femmes/Ryan Brown

La définition de règles et normes mondiales représente une étape cruciale vers l'adoption de mesures en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Au cours des assemblées annuelles des principales instances des Nations Unies et d'autres négociations intergouvernementales, ONU Femmes met à disposition son expertise et ses données probantes, ses bonnes pratiques et les enseignements qu'elle a tirés afin d'aider les gouvernements à prendre des engagements tout à fait conformes aux droits des femmes. Nous les exhortons à accorder une attention particulière à l'égalité des sexes et à intégrer la dimension genre dans toutes les questions fondamentales pour les progrès de l'humanité.

politique, commercial et du militantisme ont insisté pour mettre fin à l'inégalité entre les sexes d'ici 2030 et ont appelé à l'adoption de mesures concrètes pour « franchir le pas ». La couverture médiatique de la Commission, y compris la Journée internationale de la femme, s'est élevée à 5.000 reportages d'actualité dans 90 pays, et près de 1,2 milliard d'utilisatrices et utilisateurs des réseaux sociaux ont affirmé leur engagement pour cette cause.

La Commission s'est achevée par une déclaration politique marquant l'engagement des gouvernements à suivre six stratégies fondamentales pour accélérer les progrès en matière d'égalité des sexes. Les signataires ont convenu de faire véritablement décoller les investissements en faveur de l'autonomisation des femmes et de l'élimination de la discrimination, et ont promis d'en faire davantage pour appliquer les lois, lutter contre les stéréotypes discriminatoires et améliorer les données en vue de suivre les progrès accomplis. À partir de 2016, la Commission consacra une partie de sa session à des discussions entre des ministres nationaux, un signal fort de l'engagement politique.

Faire progresser les engagements régionaux

Les préparatifs de Beijing+20 ne se sont pas limités à ces 167 rapports nationaux approfondis. Ils ont aussi comporté un bilan des progrès accomplis dans chaque région. Par exemple, dans les États arabes, en 2015 ONU Femmes s'est alliée à la Ligue des États arabes et à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale des Nations Unies en vue de dresser le bilan le plus complet à ce jour des avancées de Beijing. 21 pays sur 22 y ont participé. À cette occasion, les États membres ont réaffirmé leur engagement envers les 12 domaines critiques du Programme d'action de Beijing et se sont explicitement engagés à consacrer des ressources à la mise en œuvre de celui-ci.

Le bilan régional a reposé sur les consultations, organisées un an plus tôt par la Ligue des États arabes et ONU Femmes, qui ont mené à la Déclaration du Caire, considérée comme l'engagement politique en faveur des femmes le plus progressif pris dans cette région à ce jour. Dans un mouvement transformateur, cette déclaration a favorisé la défense de la santé et des droits des femmes en matière de procréation, un sujet longtemps litigieux, et lancé le premier appel officiel à déférer toutes les affaires liées à la violence envers les femmes aux systèmes judiciaires officiels. Pour la première fois, les États de la Ligue arabe ont pris en compte les perspectives de la société civile lors de débats sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Placer l'égalité des sexes au centre des programmes de développement historiques

ONU Femmes est la plus grande initiatrice et défenseuse mondiale pour que les femmes et les filles soient au centre du programme de développement durable pour l'après-2015, dont la définition devrait s'achever lors d'un sommet des chefs d'État et de gouvernement en septembre 2015. Les gouvernements ont répondu à notre premier appel à l'action demandant un objectif d'égalité des sexes, ainsi que l'intégration de considérations relatives à l'égalité des sexes dans les cibles des autres objectifs.

Des pourparlers historiques sur le financement du développement et de l'adaptation au changement climatique coïncident avec ce programme de développement. ONU Femmes a suscité des appels à un accroissement considérable des investissements pour l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, en veillant à ce que l'aide publique au développement contribue à l'avancée du Programme d'action de Beijing. Nous avons insisté pour que la dimension genre du changement climatique soit reconnue, à la fois comme principe général et en particulier en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, le renforcement des capacités de réaction, le transfert de technologie et le financement. Le nouveau projet d'accord sur le climat qui doit être examiné à la fin 2015 fait référence à tous ces éléments.

Pour la 3^e Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe, en 2015, ONU Femmes a appelé avec succès les gouvernements à convenir d'inclure des dimensions genre dans toutes leurs politiques et pratiques connexes, telles que leurs systèmes d'alerte précoce et leurs efforts en matière d'intervention et de relèvement. ONU Femmes a joué un rôle essentiel lors de la 3^e Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, organisée par l'ONU en 2014, en faisant en sorte que l'accord conclu, *Orientations de Samoa*, reconnaisse le rôle capital de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans le développement durable, énonce les engagements pris pour tenir compte des besoins et des rôles des femmes dans des domaines clés comme l'eau et l'assainissement, et fasse le serment de mettre fin à la violence contre les femmes.

Lors du 10^e anniversaire du Sommet mondial sur la société de l'information, le plaidoyer concerté d'ONU Femmes a persuadé les gouvernements d'appeler à combler le fossé technologique séparant les femmes et les hommes, par l'utilisation d'innovations visant à élargir les possibilités d'emploi des femmes.



Ouvrir la voie à la parité sur la scène politique

Parlements

Les élections de juin 2015 en **Turquie** ont été encourageantes, puisque les femmes y ont obtenu près de 18 pour cent des sièges au parlement, alors qu'elles n'en occupaient encore qu'à peine plus de 14 pour cent. Ce pourcentage reste certes bien loin de la parité et même de la moyenne mondiale, mais il traduit un changement qui s'est mis en marche entre les murs de marbre blanc de la Grande Assemblée nationale.

Avant même les élections, tirant parti de l'aide d'ONU Femmes et en partenariat avec l'Union interparlementaire, l'Assemblée avait commencé à s'attaquer systématiquement à quelques-uns des problèmes qui maintenaient largement les femmes en marge du débat politique. Ce changement a commencé lorsque le Comité pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes a réalisé une auto-évaluation de l'Assemblée, basée sur le genre ; il s'agissait seulement du cinquième exercice du genre dans le monde.

Les données probantes témoignant de disparités entre les sexes ont entraîné une prise de conscience et de nouvelles actions. Aujourd'hui, un plus grand

nombre de femmes siège au sein des organes parlementaires, dont le puissant Comité de planification et de budgétisation. La plus grande prise en compte de la dimension de genre est devenue un élément essentiel de la stratégie institutionnelle de l'Assemblée. Le premier examen sensible au genre de la législation fondamentale de la Turquie a permis d'avancer des propositions pour susciter la modification de lois portant sur des domaines tels que l'administration locale, l'éducation ou l'emploi.

La formation en égalité des sexes suivie par les expertes et experts législatifs qui appuient les comités parlementaires les aide dorénavant à se pencher sur la dimension genre des projets de loi, que leur sujet soit l'énergie ou l'industrie, les services sociaux ou l'environnement. Une liste de contrôle en matière de genre fait de cette étape de leur travail une simple question de routine.

« Nous voyons les lois d'une façon tout à fait différente, maintenant, affirme un de ces experts. Nous savons que tous les enjeux ont un rapport avec l'égalité des sexes et que toutes les lois peuvent contribuer à la faire progresser, d'une

manière ou d'une autre. Savoir cela nous aidera dans tout ce que nous faisons. »

Élections

Il arrive que les disparités entre les sexes sur le plan de la représentation politique puissent être incroyablement corrigées au cours des processus électoraux. En **Bolivie**, notre engagement avec le tribunal électoral et nos partenaires des Nations Unies en vue d'inciter les partis politiques à respecter les nouvelles règles sur la parité entre les sexes a entraîné des résultats spectaculaires lors des élections de 2014. En effet, la Bolivie est devenue le troisième pays au monde à atteindre la parité politique au sein de sa chambre basse, avec près de 51 pour cent de parlementaires de

CI-DESSUS : L'égalité des sexes est devenue une cause courante au sein de la Grande Assemblée Nationale de Turquie. Elle est soutenue par l'ensemble du paysage politique. ONU Femmes a soutenu un processus qui a conduit davantage de femmes à occuper des postes de direction et encouragé les réformes législatives.

PHOTO : ONU Femmes

Au sein des gouvernements, parlements et assemblées locales, la plupart des décideurs sont encore des hommes. Non seulement cette disparité prive les femmes de leur droit de participer et de diriger, mais elle signifie aussi que le processus législatif ignore souvent leurs expériences et leurs besoins. Afin de combler ce fossé, ONU Femmes soutient une réforme législative et constitutionnelle et aide les femmes à gagner du terrain grâce aux processus électoraux, entre autres mesures. L'autonomisation des défenseuses et défenseurs de l'égalité des sexes leur donne les moyens de déclencher un changement.

sexe féminin. Auparavant, le parlement bolivien comptait moins de 30 pour cent de femmes.

En 2014, les élections en **Guinée Bissau** ont été l'occasion de consolider la fragile stabilité atteinte à la suite de violences politiques passées. ONU Femmes y a contribué à faire en sorte que le processus serve également de tremplin au nombre de femmes qui participaient à la vie politique, grâce à une étroite coordination avec le Fonds pour la consolidation de la paix, le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix, le PNUD et les défenseuses et défenseurs des droits des femmes. Pour la première fois dans ce pays, plusieurs centaines de femmes ont été formées à l'observation électorale ; en outre, plus de 4.000 femmes y ont bénéficié d'une éducation civique. Cinquante candidates ont affiné leurs compétences utiles pour se présenter aux élections. Lors de ce scrutin, le pourcentage de femmes qui a pris part au vote s'est élevé à 80 pour cent, un record pour le pays. Cette visibilité et le plaidoyer pour l'égalité des sexes mené auprès des plus grands dirigeants politiques ont entraîné la nomination historique de femmes à un tiers des postes du nouveau gouvernement, ce qui est l'un des taux les plus élevés d'Afrique.

Plusieurs parlements de la région **Pacifique** comptent un pourcentage de femmes parmi les plus faibles du monde, mais un changement est amorcé grâce au plaidoyer qu'y mène ONU Femmes depuis longtemps et aux formations proposées aux candidates. Aux **Îles Salomon**, un nombre record de femmes s'est présenté aux élections parlementaires de 2014, et si une seule d'entre elles a été élue, il s'agit de la deuxième femme à remporter les élections générales, de toute l'histoire du pays. En outre, les candidates y ont recueilli deux fois plus de votes que lors des élections précédentes. Les **Fidji** ont élu 8 femmes au sein de son parlement qui compte 50 membres, dont une est devenue la première femme présidente de la Chambre de la région Pacifique.

Leadership

En 2014, ONU Femmes a soutenu des mesures visant à encourager le leadership des femmes et leur participation à la vie politique, notamment par le renforcement d'un noyau d'aspirantes dirigeantes, dans plus de 60 pays. Dans le cadre de notre campagne Beijing+20, nous avons conclu un partenariat avec le gouvernement du **Chili** pour rassembler 300 femmes cheffes de file à Santiago, y compris des cheffes d'État, des parlementaires, des hauts responsables des Nations Unies, des lauréates du Prix Nobel, des représentantes commerciales et des militantes, toutes mues par leur engagement à faire croître rapidement le nombre de femmes présentes là où se prennent les grandes décisions. Le leadership politique étant l'une des forces motrices des progrès relatifs au Programme d'action de Beijing, ces femmes ont signé un Appel à l'action pour susciter des actions politiques qui sous-tendent la pleine mise en œuvre du Programme d'action d'ici 2030, entre autres en comblant le fossé du financement en faveur de l'égalité des sexes.

Dans toute l'Afrique de l'Est, ONU Femmes aide les femmes à devenir des dirigeantes plus efficaces, dans la vie publique comme dans la vie privée. Un partenariat avec l'Université Kenyatta du **Kenya** a mené à la création du Centre africain pour le leadership transformateur et inclusif, qui met tout particulièrement l'accent sur les femmes et les jeunes ; à la fin 2014, plus de 300 personnes y avaient suivi des cours. Plusieurs participantes venues d'**Éthiopie** sont rentrées chez elles pour mettre en place un programme de mentorat destiné aux dirigeantes de plusieurs ministères, tandis qu'en **Somalie** 28 femmes parlementaires ont acquis des connaissances et des compétences qui les ont aidées à créer un caucus de femmes parlementaires.

UNE FEMME REMARQUABLE : VANDANA BAHARU MAIDA

La place d'une femme est au sein du conseil de village



Dans son paisible village, rares sont celles et ceux qui auraient un jour pu imaginer que Vandana Baharu Maida, mère et ménagère,

planifierait des routes et construirait des écoles aujourd'hui. Et pourtant, à Khankhandvi, en Inde, Mme Maida a résisté à l'opposition de sa famille et aux normes culturelles et est la première femme à avoir été élue pour diriger le conseil de son village.

Les quotas instaurés par l'Inde pour les fonctions politiques locales sont à l'origine d'un des plus vifs succès jamais rencontrés par l'autonomisation des femmes et la démocratie de proximité. Il y a à peine dix ans, moins de 5 pour cent des personnes élues pour diriger les conseils de village étaient des femmes. Aujourd'hui, plus de 40 pour cent des chefs de conseil de village sont des femmes.

Vandana est une femme persévérante qui s'exprime avec aisance, et elle ne vise rien de moins qu'une vie meilleure pour sa communauté. Elle a fait appel aux très précieuses compétences en leadership acquises grâce à une formation d'ONU Femmes pour mobiliser son conseil en vue de construire de nouveaux systèmes d'assainissement, une mare villageoise destinée à contrer la pénurie d'eau chronique et la première école primaire du village. Mais elle considère que ce qu'elle a fait de mieux, c'est inspirer ses voisines et ses voisins à participer régulièrement au conseil et à exiger de celui-ci qu'il réponde à leurs attentes.

« Concentre-toi sur ton travail et fais-le à fond, voilà son conseil. Aie confiance. La société patriarcale s'opposera à toute action. (Néanmoins,) une fois que tu réussis, tout le monde commencera à apprécier tes efforts. »



Placer l'économie au service des femmes

Résilience face au changement climatique

Mariée à l'âge de 14 ans, Mahera dépendait de son mari pour rapporter des revenus tirés de la pêche de poissons et de crabes et du ramassage de bois dans les Sunderbans, la plus grande forêt de palétuviers intertidale au monde, qui est très sensible au changement climatique. Son mari n'arrivant jamais à gagner assez d'argent, Mahera a commencé à l'accompagner, confiant alors son bébé à sa mère. Patauger ainsi dans la boue et les racines lui rapportait de profondes entailles aux jambes, mais seulement un revenu complémentaire marginal.

La pauvreté, la discrimination basée sur le genre et les bouleversements climatiques se recoupent de manière flagrante. Les femmes en situation de pauvreté sont celles qui ont le moins de ressources et de possibilités de faire face aux catastrophes liées au climat, même si nombre d'entre elles sont en première ligne pour y réagir. Toutefois, une plus grande résilience peut largement contribuer à en atténuer les risques. ONU Femmes a aidé plus de 19.000 femmes, comme Mahera, à mettre en place de meilleurs systèmes de support et de préparation.

Dans les 10 districts les plus pauvres et les plus vulnérables du **Bangladesh**, celles-ci ont créé des groupes pour la résilience face aux catastrophes afin d'apprendre à mieux connaître les effets du climat et les moyens qui leur permettront de réduire autant que possible les menaces. Les membres les plus pauvres y reçoivent une formation et les moyens de démarrer une petite entreprise comme un élevage de poulets et de chèvres ou un commerce d'articles d'artisanat. Environ 1.500 femmes y ont déjà gagné des revenus suffisants et fait suffisamment de bénéfices pour étendre leurs activités.

Mahera a ouvert sur un marché local une échoppe qui vend notamment du thé et des biscuits, et qui se porte si bien qu'elle a récemment déménagé pour une plus grande boutique. Ses deux enfants vont à l'école, où ils acquièrent une nouvelle source de résilience qui les accompagnera tout au long de leur vie.

Formations professionnelles

Les femmes cultivent une bonne partie de la nourriture produite dans le monde, mais elles ne bénéficient que de très peu d'aide telle que des services de

vulgarisation agricole. ONU Femmes s'est attaquée à ce problème dans la région la plus pauvre d'**Albanie** en aidant les femmes à s'organiser en coopératives ainsi qu'à acquérir des compétences financières et en matière de leadership afin de gérer ces coopératives. Les femmes y ont appris à améliorer la qualité de leurs produits, notamment par l'adoption de bonnes méthodes de séchage pour les herbes aromatiques et les fruits, et à les commercialiser en utilisant des étiquettes attrayantes. En vendant une plus grande partie de leur récolte, elles ont vu leurs revenus augmenter à un point que beaucoup n'auraient jamais cru possible.

La majorité des près de 30 millions de migrant(e)s que compte l'Europe de

CI-DESSUS : Les changements climatiques menacent fortement les femmes pauvres du Bangladesh, notamment par la perte de leurs moyens de subsistance tributaires des ressources naturelles. Grâce à l'aide d'ONU Femmes, des milliers d'entre elles apprennent à s'adapter, y compris en acquérant de nouvelles compétences qui leur permettent de lancer des affaires locales prospères.

PHOTO : ONU Femmes/Amy Reggers

Les femmes jouent des rôles essentiels pour l'économie ; la présence d'un plus grand nombre de femmes sur le marché de l'emploi accélère la croissance. Cependant, nombre d'entre elles n'arrivent qu'à trouver un travail informel mal payé, qui ne leur permet pas d'être protégées par les lois sociales ni de bénéficier d'avantages sociaux. En 2014, ONU Femmes a aidé 76 pays à faire en sorte que leur économie serve mieux les intérêts des femmes, par exemple en permettant à celles-ci d'acquérir de nouvelles compétences et d'établir des liens avec la technologie ou en concevant des politiques sensibles au genre pour gommer les disparités entre les sexes.

l'Est et du Sud-Est et l'Asie centrale sont des femmes. Mais de nombreuses femmes restent à la traîne, souvent dans les zones rurales pauvres où elles n'ont que peu de possibilités pour gagner leur vie. Au **Kirghizistan** et au **Tadjikistan**, ONU Femmes a aidé près de 6.000 femmes à fonder des groupes d'entraide. Ces femmes ont acquis de nouvelles compétences et appris comment accéder aux marchés et démarrer une entreprise. Le programme lancé au Tadjikistan couvre actuellement 12 districts, et il se base sur des recherches visant à recenser les ménages les plus vulnérables. Les institutions de microcrédit nationales ont lancé à titre expérimental un instrument de crédit spécial taillé sur mesures pour les femmes rurales pauvres.

Protection sociale

La collaboration entre ONU Femmes, l'UNICEF et la Banque mondiale a contribué à améliorer les services de protection sociale pour les femmes dans trois pays des Caraïbes. Lorsque des recherches ciblées ont fourni la preuve évidente que ces services n'atteignaient pas les groupes vulnérables tels que les ménages dirigés par des femmes, **Grenade**, **Saint-Christophe-et-Nevis** et **Sainte-Lucie** ont remanié et adopté des politiques et des lois visant à gommer les disparités. L'élaboration d'instruments visant la pauvreté sensibles au genre est en cours

dans ces États afin de mieux diriger les services. Dans ces trois pays, les femmes vont bénéficier d'un meilleur accès à l'emploi et à la formation professionnelle. Les ménages dirigés par des femmes devraient bénéficier de programmes étendus de distribution de repas scolaires et d'allocations de transport pour leurs enfants, et des initiatives en matière d'aide financière apporteront une aide essentielle aux plus pauvres de ces familles.

Technologie

La technologie est de plus en plus souvent essentielle pour étudier et travailler, mais les femmes et les filles n'y ont pas accès comme les hommes et les garçons. En 2015, ONU Femmes a rejoint l'UNESCO pour soutenir la Semaine d'apprentissage mobile, au cours de laquelle des centaines d'éducatrices/éducateurs et d'expert(e)s du monde entier ont discuté de sujets tels que les moyens de développer les compétences des femmes et des filles en rapport avec Internet et de faciliter leur adoption d'une carrière en lien avec la technologie. Notre collaboration avec Technovation, un programme d'entrepreneuriat technologique mondial qui s'adresse aux filles, soutient des concours dans 25 pays qui mettent en vedette de jeunes femmes très prometteuses comme entrepreneuses dans le domaine des technologies.

UNE FEMME REMARQUABLE : CRISTINA BUARQUE

Elle enseigne les droits et des compétences, et elle touche 100.000 personnes



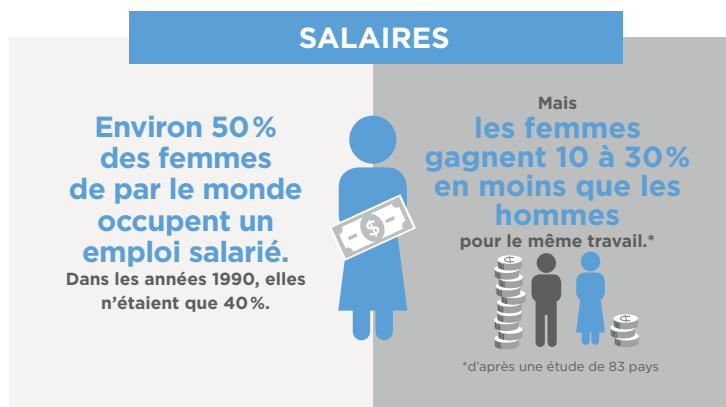
Lorsque Cristina Buarque a pris ses fonctions pour l'administration de l'État de Pernambuco, au Brésil, en 2007, elle était la seule

femme sur 24 secrétaires d'État. Mais cela ne l'a pas dissuadée, en tant que cheffe du Secrétariat aux politiques relatives aux femmes, de lancer un grand programme d'inclusion sociale dont ont depuis bénéficié plus de 100.000 femmes.

Celui-ci leur propose une formation professionnelle, souvent dans des secteurs mieux payés habituellement réservés aux hommes. Des femmes sont devenues plombières, électriciennes ou maçonnes. Les participantes y suivent aussi un cours intensif donné par des formatrices et formateurs féministes sur des questions telles que les droits fondamentaux et la lutte des femmes pour la justice.

« Les femmes doivent comprendre leurs droits », explique Mme Buarque. Après avoir travaillé à l'université, elle a embrassé une carrière politique « pour mener à plus grande échelle les actions qui me passionnaient. »

Le rapport phare 2015 d'ONU Femmes, **Le progrès des femmes dans le monde 2015-2016 : Transformer les économies, réaliser les droits**, qui appelle à mettre les économies au service des droits des femmes et de l'égalité des sexes, raconte la réussite de Mme Buarque. La plupart des avantages à en tirer, comme des sociétés plus justes et des économies plus dynamiques, profiteraient à tous, aux femmes et aux hommes. Les dix actions clés comprennent l'égalité de l'accès aux ressources productives et de la participation à la prise de décisions.





Mettre fin à la violence envers les femmes et les filles

Services

Lorsque Mary est arrivée dans un des centres polyvalents Isange du **Rwanda** avec un bras cassé, elle était trop traumatisée pour parler. À 32 ans, mère de quatre enfants, elle venait de quitter, après 17 ans de mariage, son mari qui abusait d'elle physiquement et psychologiquement.

Aujourd'hui, avec l'aide des services médicaux, juridiques, psychosociaux et de protection intégrés du centre, elle refait doucement sa vie. « Le centre m'a donné de l'espoir, et un endroit où je peux commencer à récupérer, explique Mary. Sans lui, je n'aurais rien. »

ONU Femmes fait partie d'une équipe d'organismes des Nations Unies qui ont travaillé avec la Police nationale du Rwanda et avec plusieurs ministères pour créer et développer ces centres. Avant leur création, les femmes qui avaient survécu à la violence ne pouvaient s'adresser qu'aux hôpitaux, qui soignaient leurs blessures physiques, mais qui n'étaient pas équipés pour leur proposer d'autres services essentiels. Actuellement, il y a au moins un centre dans chaque province,

facile d'accès pour une grande partie de la population, et il est prévu de couvrir tout le territoire national.

Au **Cameroun**, ONU Femmes a contribué à la création du premier centre d'appels pour les rescapées de la violence basée sur le genre, qui met l'accent sur les personnes exposées au VIH/Sida. Les personnes qui appellent le centre reçoivent des conseils et sont immédiatement orientées en vue de recevoir des soins médicaux. Les médias se sont mobilisés pour diffuser des informations au sujet du numéro d'appel gratuit ainsi que des messages visant à sensibiliser la population à la violence et au VIH/Sida. Grâce à plusieurs services gouvernementaux clés, un effort commun est entrepris pour obtenir un meilleur recours à la justice et une aide juridique accrue pour les rescapées.

À l'échelle mondiale, ONU Femmes et le UNFPA dirigent un programme commun de l'ONU destiné à améliorer la qualité des services essentiels offerts aux femmes et aux filles qui ont survécu à la violence. À la fin 2014, ce programme avait permis d'élaborer des normes pour les soins de santé, les réactions policières et judiciaires,

ainsi que les services sociaux, qui doivent être complétés par un quatrième domaine, à savoir la coordination et la supervision des services. Dix pays seront choisis pour tester ces normes.

Lois

De récentes études ont montré les effroyables niveaux de violence envers les femmes atteints dans plusieurs pays de la région Pacifique. Néanmoins, en 2014, **Kiribati**, les Îles **Salomon**, **Tuvalu** et un État des États fédérés de **Micronésie** ont fait un gigantesque bond en avant en adoptant de nouvelles lois pour y mettre fin. Ce changement radical est l'aboutissement de plusieurs années de plaidoyer concerté, puisqu'ONU Femmes a contribué à

CI-DESSUS : Monaria, 50 ans, rescapée d'un passage à tabac brutal, cherche de l'aide auprès d'un centre polyvalent. Ce centre fait partie d'un réseau de centres de services intégrés soutenu par ONU Femmes. Partout au Rwanda, ces centres protègent les femmes de la violence et les aident à obtenir justice et à démarrer une nouvelle vie.

PHOTO : UNICEF/RWAA2011-00258/Noorani

Au moins une femme sur trois a déjà été victime de violence physique et/ou sexuelle de la part d'un partenaire intime à un moment donné. ONU Femmes œuvre pour éliminer toutes les formes de violence envers les femmes et les filles. Nous contribuons à renforcer les efforts de prévention et à y réagir, notamment en soutenant l'élaboration de lois et en améliorant la disponibilité et la qualité des services. En 2014, nous avons aidé 80 pays à mettre fin à la violence envers les femmes.

mobiliser ses partenaires internationaux solidaires et les groupes de femmes de ces pays, soutenu les consultations publiques, fourni des données illustrant l'ampleur du problème, participé à la préparation des projets de loi et tiré parti des engagements politiques pris à la 57^e Commission de la condition de la femme.

ONU Femmes a aidé la **Géorgie** à mettre sa législation en conformité avec la Convention d'Istanbul adoptée par le Conseil de l'Europe, notamment en érigeant le mariage forcé en infraction et en renforçant les pouvoirs de la police pour que celle-ci écarte les auteurs de violence domestique de leur foyer. L'adoption par le **Brésil** de sa première loi érigeant en infraction le féminicide en a fait le premier pays d'Amérique latine à commencer à intégrer dans sa législation nationale le Modèle de protocole latino-américain pour les enquêtes relatives aux morts violentes liées au genre. Ce protocole a été élaboré par le biais de la consultation de 200 experts de 18 pays, coordonnée par ONU Femmes avec l'aide du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) de l'ONU.

Éducation et sensibilisation

En 2014, un programme unique conçu par ONU Femmes et l'Association mondiale des guides et des éclaireuses a été lancé de par le monde. Le programme « Des

voix opposées à la violence » apprend aux jeunes gens à prévenir la violence. D'ici 2016, ce programme devrait toucher 800.000 enfants et jeunes âgés de 5 à 25 ans dans 12 pays. Les premières formations régionales ont eu lieu en Asie, en Europe et en Afrique, et des ateliers étaient encore prévus pour les Amériques et les pays d'Afrique francophone. Au cours de ces formations, les formatrices et formateurs nationaux et les animatrices et animateurs de groupes de jeunes apprennent à enseigner le programme aux guides et aux scouts. Les participantes et participants y apprennent les causes profondes de la violence, les mesures de prévention et les moyens d'obtenir un soutien, et reçoivent un badge « Des voix opposées à la violence ».

Au **Rwanda**, le programme d'ONU Femmes Des villes sûres et la municipalité de Kigali appuient une campagne menée dans toute la ville pour prévenir le harcèlement sexuel dans les transports en commun en s'adressant aux milliers de passagers des bus et des « taxis-motos ». Par exemple, sur une grande ligne de bus, des écrans avertissent les passagers de l'interdiction du harcèlement sexuel. Les passagers sont invités à signaler les problèmes aux chauffeurs et contrôleurs, qui ont reçu une formation à cet effet, ou à appeler une ligne téléphonique gratuite spéciale.

UNE FEMME REMARQUABLE : Wafa Khaleel Ayyad MUAMMAR

Pionnière de haut rang dans la police



Malgré les dissensions et la pression sociale, Wafa Khaleel Ayyad Muammar s'est engagée dans la Police civile palestinienne. C'est

l'une des premières femmes à l'avoir fait, et celle qui y occupe la plus haute fonction. En tant que chef de l'Unité de protection de la famille et de la jeunesse, elle montre ce que peuvent faire les femmes.

Au début de sa carrière, pendant les troubles qui ont marqué la seconde Intifada, la seule arme dont disposait la lieutenant-colonelle Muammar était sa détermination. Elle a obtenu son diplôme de maîtrise, alors qu'elle était enceinte, en traversant à pied des quartiers dangereux pour se rendre à l'école jusqu'à la semaine précédant la naissance de son deuxième enfant. Ayant toujours su qu'elle voulait être policière, elle a commencé sa formation tout de suite après.

D'abord et avant tout, elle veut protéger les femmes et les enfants de la violence domestique ; et aujourd'hui, c'est sa mission. ONU Femmes travaille en partenariat avec la police et une nouvelle équipe de procureurs spécialisés pour aider les rescapées à obtenir justice.

« Les femmes policières sont mieux acceptées maintenant, et même honorées en tant que leaders, affirme Mme Muammar. Je suis fière d'être une de ces femmes qui ont montré la voie ».

VIOLENCE ENVERS LES FEMMES

En 1993, la
Déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes
a encadré la lutte contre cette pandémie.

Mais
plus de 20 ans plus tard,
1 femme sur 3 est toujours victime de violence physique ou sexuelle,
le plus souvent commise par un partenaire intime.



Inclure les femmes pour instaurer une paix durable

Processus de paix

Pendant des décennies, la violence sexuelle et la violence basée sur le genre ne se sont heurtées à aucune opposition du fait du conflit interne qui déchirait la **Colombie**. Différents groupes armés l'utilisaient pour terroriser les communautés et détruire le tissu social. Ils visaient les civils LGBTI. Dans certains groupes armés, les combattantes étaient violées et forcées d'avorter. Peu de survivantes en parlaient, car même lorsqu'elles le faisaient, personne ne les entendait.

Et bien qu'ils aient été aussi courants, les crimes sexistes ont rarement fait l'objet de poursuites en Colombie. Toutefois, alors que la fin des hostilités approchait, les responsables judiciaires ont commencé à comprendre que pour que la paix puisse s'installer durablement, il fallait mettre un terme à l'impunité. ONU Femmes a contribué à faire progresser les enquêtes et les poursuites en mettant le Bureau du procureur général en rapport avec d'éminents experts internationaux tels que Daniela Kravetz, qui a passé dix ans à poursuivre les auteurs de violations

similaires au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

« J'ai longtemps travaillé avec les victimes, explique Mme Kravetz. Elles et ils ont droit à la justice, et je ferai tout ce que je peux pour la leur apporter. »

Maintenant, elle apprend aux procureurs colombiens des techniques pour interroger les rescapé(e)s, et elle les aide à élaborer des plans d'enquête et des théories sur les actions en justice. Après les tribunaux internationaux, un nouveau modèle juridique est institué qui vise à non seulement engager des poursuites concernant les affaires individuelles, mais également les relier, de sorte que les leaders qui ont orchestré des violations massives puissent aussi être poursuivis. Et ce n'est pas trop tôt, vu le nombre impressionnant d'affaires en suspens qui sortiront probablement pendant la période de transition vers la paix, et la probabilité de voir déferler les nouvelles affaires lorsque les combattant(e)s regagneront leurs communautés.

Alors que le processus de paix se mettait en place en Colombie, ONU Femmes a aussi

soutenu les rôles sans précédent joués par les femmes lors des pourparlers. Une solide formation a permis aux négociatrices d'acquérir des compétences utiles pour qu'elles puissent défendre l'égalité des sexes de la façon la plus efficace possible. Les femmes participent sur un pied d'égalité aux vastes consultations régionales et nationales liées au processus de paix, et elles constituent la majorité des délégations de victimes qui font part de leurs préoccupations lors des négociations. Un sous-comité pour le genre apporte constamment sa contribution afin de maintenir l'égalité des sexes en bonne place sur l'ordre du jour des négociations.

CI-DESSUS : Dans les Maisons de mémoire de Colombie, comme ici à Tumaco, des photographies rappellent les nombreuses femmes victimes du conflit armé interne. Avec l'aide d'ONU Femmes, les femmes sont désormais au centre de la restauration de la paix, comme négociatrices, procureures et victimes déterminées à raconter leur histoire et à changer leur pays.

PHOTO : ONU Femmes/Ryan Brown

Les femmes dirigent des mouvements pacifistes et le relèvement communautaire au lendemain des conflits, mais elles se font encore rares dans l'enceinte des forums où se négocie la paix et où se règlent les questions sécuritaires. Leur exclusion du processus de reconstruction au lendemain des conflits limite leurs possibilités de reprendre une vie normale, d'obtenir justice pour les exactions qu'elles ont subies et de réformer les lois et les institutions publiques. En 2014, ONU Femmes a aidé les femmes de 66 pays à jouer un plus grand rôle en matière de paix, de sécurité et d'interventions humanitaires, et coordonné les actions internationales à ce sujet au sein du système des Nations Unies.

Justice transitionnelle

En **Ouganda**, jusqu'en 2014, le préjudice subi par les populations du nord du pays aux mains de l'Armée de résistance du Seigneur était à peine reconnu officiellement. La situation a changé lorsque le parlement a finalement adopté une résolution pour aider les groupes touchés par le conflit. ONU Femmes a rejoint les groupes de la société civile et les parlementaires en soutenant cette mesure, qui attirait l'attention sur les violences sexuelles infligées aux femmes et aux filles, et qui a ouvert la voie à la justice transitionnelle et à la réparation.

La reconnaissance juridique des rescapées de violences subies au cours du conflit armé au **Kosovo**¹ s'est faite en 2014, à la suite d'un plaidoyer soutenu d'ONU Femmes mené en partenariat avec la société civile. Cette évolution s'est produite dans le cadre d'un nouveau Plan d'action 1325, consacré à la satisfaction des dispositions de la résolution du Conseil de sécurité 1325 (2000) sur les femmes, la paix et la sécurité. Un conseil national élargira les services et les réparations ; ONU Femmes a déjà commencé à former les juges, procureurs et enquêteurs qui s'occupent

¹Conformément à la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

des crimes de guerre impliquant des violences sexuelles.

El Salvador a signé ses accords de paix il y a 22 ans, mais les plaies d'un âpre conflit y restent béantes, régulièrement rouvertes par l'instabilité générale et l'impunité pour les auteurs de violences. On n'a jamais vraiment compris de quelle manière ce conflit touchait tout particulièrement les femmes jusqu'à ce qu'ONU Femmes entame des recherches intensives sur la question.

Les conclusions en ont été que les femmes qui avaient survécu à la violence n'avaient bénéficié d'aucune forme de reconnaissance ni de justice, et que nombre d'entre elles, qui avaient assumé des rôles non traditionnels pendant le conflit, avaient été forcées de reprendre leurs rôles traditionnels ancrés dans des normes discriminatoires. Des preuves convaincantes et des arguments irréfutables ont entraîné la création du premier Comité 1325 national d'El Salvador dans le but de régler ces questions. Ce comité rassemble les responsables des principaux ministères, y compris les Affaires étrangères, la Défense, le Travail, la Santé et l'Éducation, ainsi que des parlementaires et des groupes de femmes.

UNE FEMME REMARQUABLE : HOLO MAKWAIA

Elle cherche à mettre fin à l'impunité pour les pires crimes qu'ait connus l'humanité

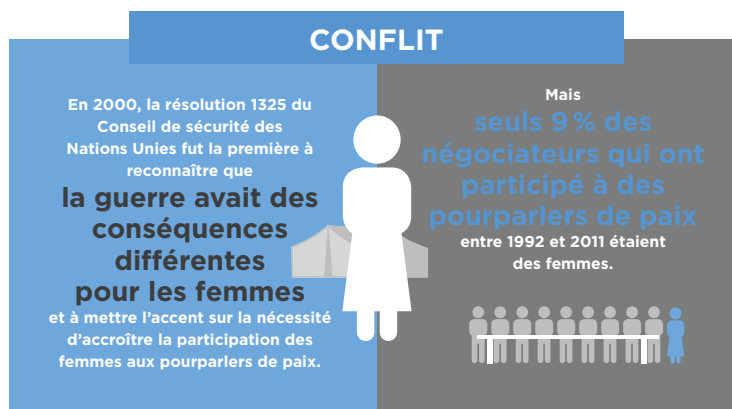


Depuis plus de 20 ans, l'avocate Holo Makwaia joue un rôle de cheffe de file en cherchant à mettre fin à l'impunité pour les crimes perpétrés lors des conflits.

D'origine tanzanienne, elle fut l'un des premiers enquêteurs à recenser les violations des droits fondamentaux après le génocide de 1994 au Rwanda. Plus tard, en tant que Premier Substitut du Procureur auprès du Tribunal pénal international des Nations Unies pour le Rwanda, elle a traité quelques-unes de ses plus vastes et plus complexes affaires et obtenu la première condamnation pour crimes de guerre. La réclusion à vie de l'ancienne ministre Pauline Nyiramasuhuko, la seule femme jugée pour viol et génocide, a créé un précédent pour la jurisprudence internationale.

« Il est possible de mettre fin à l'impunité, pense Mme Makwaia. Nous devons donner aux survivant(e)s l'assurance que justice sera rendue. C'est le seul moyen d'avancer. »

Aujourd'hui, le nom de Mme Makwaia apparaît sur une liste unique d'experts soutenue par ONU Femmes et l'Initiative d'intervention rapide au service de la justice. Ces experts veillent à ce que la justice défende les droits des femmes prises au piège de conflits parmi les plus complexes qui soient. Mme Makwaia a récemment ramené de la République démocratique du Congo des preuves à charge de l'ancien général Bosco Ntaganda, inculpé de crimes de guerre. Pour la première fois, la Cour pénale internationale a accepté d'entendre toutes les accusations en rapport avec les crimes sexuels et sexistes.





Agir pour satisfaire les besoins humanitaires des femmes

Réagir lors des crises

Les femmes se sont trouvées en première ligne de la crise contre le virus Ebola en Afrique de l'Ouest. Dès les premiers jours, témoins d'une extrême souffrance, elles se sont occupées des patients mourants et des membres de leur famille, au sein des services médicaux comme dans les logements ruraux rudimentaires. Elles ont apaisé les enfants traumatisés, alors qu'elles-mêmes faisaient le deuil de leurs propres morts, et organisé les rites funéraires pour enterrer les morts. Beaucoup trop ont elles-mêmes contracté le virus meurtrier.

Tandis que l'intervention humanitaire se préparait, ONU Femmes assumait avec succès son rôle de coordination en veillant à ce que tous les intervenants reconnaissent le rôle crucial joué par les femmes dans la prévention de la crise et l'intervention. Nous avons conseillé nos partenaires nationaux en vue de l'intégration des questions de genre

dans les stratégies d'intervention et de relèvement.

En **Sierra Leone**, en partenariat avec Oxfam, nous avons aidé le gouvernement à mener une étude afin d'évaluer la dimension genre du virus. Nous avons aidé le Centre national de lutte contre l'Ebola à instaurer un pilier genre et négocié un accord pour que les organismes des Nations Unies intègrent l'égalité des sexes dans leurs programmes d'organisation des secours, entre autres en comblant les lacunes relatives à la ventilation par sexe des données.

Avec l'UNICEF, le UNFPA et l'OMS, nous avons appuyé la formation de 29.000 bénévoles, femmes et hommes, qui ont parcouru des routes dangereuses sous de fortes pluies pour transmettre des messages de prévention à 1,5 million de personnes, en faisant littéralement du porte-à-porte. Une formation concernant la prévention des infections destinée aux agents sanitaires a accompagné une campagne visant à restaurer la confiance dans les centres de soins et à persuader

les femmes enceintes et les jeunes mères à recommencer à les utiliser.

Au **Libéria**, nous avons instauré un partenariat avec le ministère de l'Égalité des sexes et du Développement pour tirer parti des réseaux de femmes, dont les chefs traditionnelles et les groupes de femmes issues des milieux ruraux, comme vecteurs de l'information et comme aides pour le suivi de la diffusion de l'information. Il en a résulté une baisse des infections dans les zones rurales. Les émissions de radio qui avaient essentiellement porté, à un moment donné, sur la violence basée sur le genre,

CI-DESSUS : En Sierra Leone, une femme apprend ce qui peut sauver des vies dans le cadre de l'épidémie d'Ebola. ONU Femmes a placé les questions de genre au centre des interventions humanitaires faisant suite à l'épidémie et mobilisé des groupes de femmes rurales au Libéria pour suivre la transmission de la maladie. Résultat : une baisse des infections dans les zones rurales.

PHOTO : ONU Femmes/Emma Vincent

Quatre-vingts millions de personnes ont eu besoin d'aide humanitaire en 2014 ; plus de 75 pour cent étaient des femmes et des enfants. Néanmoins, l'aide humanitaire ne prend pas toujours en compte les besoins particuliers des femmes et ce qui les rend vulnérables, même si celles-ci sont souvent les premières à réagir aux crises. En 2014, ONU Femmes a coordonné les actions visant à améliorer la prise en compte de la dimension de genre dans les actions de secours. Nous avons envoyé des conseillères et conseillers experts en matière de genre dans 10 pays et aidé 20 pays à intégrer les principes de l'égalité des sexes dans l'ensemble de leurs plans et politiques humanitaires.

ont diffusé des messages de prévention et proposé des ressources en matière de soutien psychosocial.

Avant que l'épidémie ne frappe ces pays, ONU Femmes avait soutenu un programme commercial transfrontalier à long terme qui avait aidé des milliers de femmes à créer des entreprises florissantes. L'épidémie ayant paralysé l'économie de ces deux pays, une nouvelle crise a commencé pour nombre de ces femmes. ONU Femmes a réagi pour faire en sorte que les moyens de subsistance durement gagnés ne soient pas perdus. En collaboration avec la Banque centrale du Libéria, nous avons mis sur pied un canal pour les transferts directs en espèces. Grâce à ces transferts, aisément envoyés à l'aide d'un téléphone portable, une injection vitale permet aux femmes de maintenir leurs entreprises en vie jusqu'à ce que le plus gros de la crise soit passé.

Aider les réfugié(e)s

Le vaste complexe de Dadaab, au nord-est du **Kenya**, est le plus grand camp de réfugiés du monde. Créé en 1991 après que la guerre civile a éclaté en Somalie, ce camp continue à accueillir les Somalis qui fuient la sécheresse et les opérations militaires contre des groupes extrémistes ; la moitié d'entre eux sont des femmes.

En partenariat avec la Croix Rouge du Kenya, ONU Femmes contribue à leur rendre espoir en donnant à 300 femmes la possibilité de gagner des revenus et de mieux se protéger. Celles-ci apprennent la gestion commerciale et des stratégies de subsistance, et elles y acquièrent des compétences agricoles. Des serres contribuent à nourrir leur production agricole malgré la rudesse du climat, tandis qu'un marché situé à proximité leur fournit un endroit où vendre les produits agricoles qu'elles n'utilisent pas pour nourrir leur famille. En outre, ce projet

prodigue des conseils aux rescapées de violences, le nombre de cas signalés étant en forte hausse. La médiation familiale attire aussi bien des femmes que des hommes décidés à vivre en paix au sein de leur foyer, à défaut de pouvoir le faire à l'extérieur.

Faire face aux catastrophes naturelles

Le **Pacifique** est une des régions du monde les plus sensibles aux catastrophes naturelles liées au changement climatique. Par la suite, les déplacements, le stress et l'absence d'abris adéquats peuvent contribuer à l'augmentation des taux de viols et de violence domestique. ONU Femmes collabore avec la Croix Rouge de Fidji pour protéger les femmes de dangers autres que les tempêtes.

Des centaines de membres du personnel de la Croix Rouge et de bénévoles, les premiers à être intervenus dans les centres d'évacuation d'urgence, ont suivi une formation sur la prise en compte de la dimension de genre. Ils offrent désormais aux femmes et aux filles des « trousseaux de dignité », et ils ont appris à reconnaître la violence basée sur le genre et à y réagir, y compris en orientant les victimes vers des services de soutien psychosocial et les autorités appropriées.

À **Vanuatu**, trois semaines à peine après que le cyclone tropical Pam y a causé des ravages considérables, ONU Femmes a aidé les marchandes et une administration locale à rouvrir le premier marché pour les produits frais, une étape vers la restauration des moyens de subsistance. Des tas de fruits et légumes de toutes les couleurs y ont symbolisé l'espoir d'un retour à la normale.

DEUX FEMMES REMARQUABLES: PRAGITA TULADHAR ET NIRJALA POKHREL

Malgré les pertes subies, ces activistes prennent la direction des opérations de secours



Le séisme qui a frappé le Népal en 2015 a vu s'effondrer les bâtiments et la vie des gens, mais il n'a pas eu raison du courage des femmes qui se sont

proposées pour leur venir en aide.

« Ma maison et ma ferme sont très sérieusement endommagées », raconte Nirjala Pokhrel, une bénévole de Pourakhi, un groupe de femmes qui défend habituellement les droits des migrantes. « Tant de femmes ont été touchées ! En tant que rescapée, je comprends bien leurs besoins. »

« Nous souffrons toutes », ajoute Pragita Tuladhar (photo), une bénévole d'une organisation de travailleuses, SABAH. « Mais nous nous sommes réunies ici pour aider les autres. »

Les femmes souffrent énormément des catastrophes naturelles. Celles-ci peuvent en effet les exposer davantage à la violence sexuelle ou basée sur le genre. Les normes sociales, l'absence d'informations et leurs pénibles tâches ménagères peuvent les dissuader de chercher l'aide dont elles ont désespérément besoin.

Avec le soutien d'ONU Femmes, les groupes de femmes du Népal se sont mobilisés pour que les femmes soient en première ligne des actions de secours. Ils ont aidé à distribuer des trousseaux de dignité, à prodiguer d'importants conseils pour surmonter le traumatisme subi et à fournir un soutien psychosocial, et ont lancé un important appel collectif pour que toutes les formes d'aide humanitaire répondent aux besoins spécifiques des femmes, par le biais d'une Charte de revendications communes.



Faire compter les femmes dans les plans et budgets nationaux

Budgétisation sensible au genre

La budgétisation sensible au genre était méconnue en **Jordanie** jusqu'à ce que la circulaire budgétaire de 2013 impose à tous les plans et budgets ministériels d'inclure une dimension genre – une nouveauté voulue par ONU Femmes. L'étape suivante fut la mise en œuvre. En étroite collaboration avec la Commission nationale des femmes et le Département du budget général, nous avons contribué à apprendre au personnel des ministères clés à aller de l'avant.

La formation lui a ouvert les yeux sur les différentes mesures qu'il pouvait prendre pour vérifier si les plans et budgets rapprochaient bien la Jordanie de l'égalité des sexes, et sur ce qu'il pouvait faire pour combler les lacunes. De plus, elle a ouvert les coffres des ministères. Les allocations budgétaires en faveur de l'égalité des sexes sont ainsi passées de 1,9 milliard de dollars des États-Unis en 2013 à 2,15 milliards en 2014. Dans le domaine des soins de santé, par exemple, cela signifie que plus de femmes sont couvertes par une assurance maladie et ont accès à des services en matière de

santé de la procréation et de planification familiale. Les fonds destinés aux vaccins et aux médicaments expressément destinés aux femmes ont plus que doublé. Pour la première fois, une brochure budgétaire pour les citoyens a été publiée, qui montre à la population en général la ventilation des fonds destinés à défendre l'égalité des sexes.

Les pays de l'Europe entière font de plus en plus souvent appel à l'expertise unique et largement reconnue d'ONU Femmes en matière de budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes. En 2014, le gouvernement de l'**ex-République yougoslave de Macédoine** a adopté une méthode visant à intégrer le genre dans une série de budgets-programmes de toutes les institutions centrales dans les cinq ans. La **Moldavie** a pris des mesures pour élargir la budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes à l'échelle locale, dans le cadre de la décentralisation des fonctions gouvernementales. L'**Ukraine** a introduit budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes il y a plusieurs années, ce qui a entraîné la croissance des services qui s'adressent aux femmes et aux jeunes, et elle a

maintenant décidé d'appliquer aussi cette pratique aux niveaux régional et national. La **Serbie** a élargi au niveau provincial l'utilisation d'indicateurs prenant en compte les spécificités de genre qui donnent une image précise de la contribution apportée par les budgets à l'atteinte des objectifs d'égalité des sexes.

Planification nationale

L'intégration de considérations relatives à l'égalité des sexes dans l'ensemble des plans et programmes nationaux signifie que des services vont atteindre les femmes et répondre à leurs besoins particuliers. En **Inde**, ONU Femmes a aidé le ministère du Développement

CI-DESSUS : À l'occasion de la Journée internationale de la femme en Jordanie, des femmes médecin ont marché pour sensibiliser la population au cancer du sein. ONU Femmes a contribué à l'introduction de la budgétisation sensible au genre en Jordanie, ce qui a permis d'aboutir, entre autres résultats, à renforcer les services de santé de la procréation et de planification familiale.
PHOTO : Jordan Pix/Getty Images

Les engagements envers l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ont peu de sens sans une planification et des investissements adaptés pour traduire les promesses en actions. Toutefois, le manque de financement est généralement criant, et les plans nationaux laissent passer des occasions de progresser. ONU Femmes met à disposition ses connaissances et ses outils, et elle encourage le dialogue national afin que les plans et les budgets soient davantage au service des femmes. En 2014, nous avons collaboré avec 73 pays, et nous avons renforcé nos priorités relatives à l'égalité des sexes aux niveaux national et local.

rural à insérer des dispositions détaillées dans cinq très importants programmes nationaux d'autonomisation économique, dans des domaines tels que les moyens de subsistance, l'emploi, la protection sociale et le logement dans les zones rurales. Ces programmes couvraient 35 États et territoires de l'union, et ont généré en 2014-2015 près d'un milliard de jours de travail pour les femmes issues des milieux ruraux, et fait en sorte que plus d'un million de logements soient enregistrés au nom de femmes.

Le soutien continu d'ONU Femmes a aidé le gouvernement du **Timor-Leste** à renforcer ses capacités afin d'intégrer le genre dans la planification nationale – 28 des 41 institutions de l'État ont inclus des dispositions visant à faire progresser l'égalité des sexes dans leurs plans d'action annuels pour 2015. Cela signifie, par exemple, que le ministère de la Justice forme actuellement son personnel en matière de rédaction de lois qui tiennent compte des droits fondamentaux des femmes. Grâce à l'expertise apportée au ministère des Finances, une circulaire budgétaire de l'État prévoit que tous les ministères doivent intégrer l'égalité des sexes dans leurs plans et leurs budgets en 2015.

En **Chine**, ONU Femmes a travaillé avec des groupes de femmes vivant avec le

VIH/sida pour identifier les causes de stigmatisation et les lacunes qui grevaient les services, et mettre ces problèmes en évidence dans les rapports adressés au Comité de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Les engagements pris par le Comité ont donné lieu à un engagement national en faveur du nouveau Plan national de lutte contre le VIH/sida afin de prendre des mesures pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes vivant avec le VIH/sida et soutenir les organisations de femmes communautaires qui les aident.

Pour la première fois, avec le soutien d'ONU Femmes, des groupes de femmes vivant avec le VIH/sida ont participé à la formulation du quatrième plan stratégique national de lutte contre le VIH/sida du **Mozambique**. Leur plaidoyer a notamment entraîné la signature d'un accord visant à accorder la priorité aux programmes de prévention qui s'adressent aux adolescentes, étant donné que les rites d'initiation et les mariages précoces y constituent des facteurs de risques élevés.

UNE FEMME REMARQUABLE : LEONOR BRIONES

Elle défend passionnément le financement public des biens sociaux



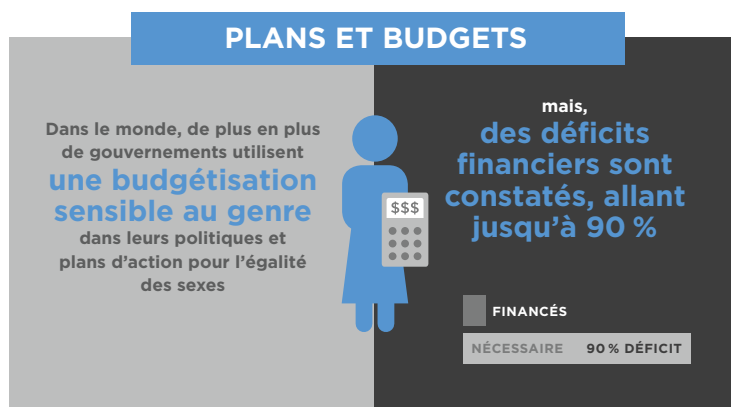
Leonor Magtolis Briones a passé sa vie à s'assurer que les deniers publics étaient source de bienfaits publics. Ancienne trésorière nationale des

Philippines, aujourd'hui c'est une éminente professeure et la principale organisatrice de Social Watch Philippines.

Sous sa direction, ce groupe est descendu dans la rue, a fait pression sur les parlementaires et a usé de son accès aux lois sur l'information pour découvrir des centaines de millions de dollars des États-Unis de financement électoraliste. Un contrôle efficace veut que ces fonds soient consacrés à des programmes utiles pour le bien commun, par exemple en faveur de meilleurs soins de santé et de l'éducation.

« Il faut que les médias, la société civile, les différentes confessions, les établissements d'enseignement et les citoyens ordinaires soient tous indignés pour que le gouvernement soit forcé de faire ce qu'il y a lieu de faire », assure Mme Briones, bien connue pour sa vue d'ensemble des finances publiques et son dévouement passionné pour la bonne gouvernance.

Mme Briones estime que le budget est l'instrument le plus puissant des Philippines pour affronter ses divers défis. ONU Femmes en convient, ayant appuyé un exercice de budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes qui a contribué à plus que doubler l'enveloppe budgétaire en faveur des programmes de développement et des programmes pour l'égalité des sexes; celle-ci est en effet passée de 1,3 milliard de dollars en 2013 à 3,3 milliards en 2014.





Mobiliser des partenariats pour accélérer les progrès...

Coordination du système des Nations Unies

Dans un poste de police du **Kazakhstan**, on signale un cas de violence conjugale et un policier est immédiatement envoyé sur place. Dans le temps, la réaction aurait pu consister à simplement calmer le jeu ou même à ignorer complètement ce qui se passait. Mais de nos jours, le policier utilise de nouveaux instruments juridiques sévères pour protéger les victimes : il va jusqu'à écarter les auteurs de violences de l'endroit et il met les victimes en rapport avec les aides juridique et autres dont elles ont besoin.

Ces changements sont directement liés au mandat d'ONU Femmes et à sa capacité à nouer des partenariats d'un grand impact aussi bien au sein du système des Nations Unies qu'à l'extérieur de celui-ci. La collaboration récente entre ONU Femmes et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a contribué à rassembler les autorités nationales, les groupes de la société civile, les défenseurs des droits des femmes et d'autres entités des Nations Unies comme le UNFPA et l'UNICEF en vue de renforcer les lois contre la violence domestique. Les changements opérés ont étendu la définition des relations conjugales, prolongé la durée des ordonnances de protection et élargi le rôle des administrations locales en étoffant les services publics.

ONU Femmes et le UNFPA travaillent à la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions. La formation proposée aux policiers et aux responsables judiciaires avec l'appui d'ONU Femmes a déjà encouragé un véritable bond en avant du nombre d'ordonnances de protection. Le UNFPA apporte son aide afin d'améliorer les services de santé et mène des campagnes contre les pratiques préjudiciables telles que le mariage précoce. Ces deux organisations aident l'agence statistique nationale à réaliser une

enquête nationale – la première d'Asie centrale – sur la fréquence des différentes formes de violence basée sur le genre. Amorcée par le gouvernement, celle-ci dressera le tableau le plus juste à ce jour de l'ampleur du problème ; ces informations seront vitales pour choisir les stratégies de prévention et de protection les plus efficaces.

Être une fille au **Malawi**, cela signifie devoir très probablement se marier avant son 18^e anniversaire. Les mariages aussi précoces mettent un terme à la scolarisation des jeunes filles et entraînent des grossesses à haut risque, deux conséquences qui se ressentiront pendant toute leur vie. Afin de contribuer à mettre fin à cette pratique préjudiciable, ONU Femmes a réuni l'équipe de pays en vue d'un plaidoyer commun qui a contribué à l'adoption de la Loi sur le mariage, le divorce et les relations familiales en 2015. Celle-ci stipule que le mariage ne peut être contracté avant l'âge de 18 ans. Une deuxième loi, qui a bénéficié du soutien

CI-DESSUS : Dans le monde entier, ONU Femmes rassemble des groupes diversifiés dans le but de faire pression pour l'égalité des sexes. De gauche à droite : nous avons mobilisé des hommes et des garçons pour étudier les rapports de genre et défendre l'égalité des sexes, comme ces garçons en Inde qui apprennent à mettre fin à la discrimination. Au Kazakhstan, des policiers disposent de puissants nouveaux outils juridiques pour protéger les victimes. Au « Nordiskt Forum », en Suède, l'un des plus grands rassemblements de la société civile en Europe, ONU Femmes et ses Comités nationaux nordiques se sont joints à 20 000 militants pour plaider en faveur d'une « nouvelle action pour défendre les droits des femmes ».

PHOTOS (de gauche à droite) : Tash McCarroll ; OSCE/Aigul Seralinova ; ONU Femmes/Gudrun Thorbjornsdottir



d'ONU Femmes, combat la traite des êtres humains. Auparavant, le Malawi était le seul pays d'Afrique australe à n'avoir pas prévu de sanctions légales pour ce délit.

Dans le cadre de la mobilisation internationale dont fait l'objet Beijing+20, ONU Femmes est parvenue à encourager les autres entités des Nations Unies à s'unir pour pousser ensemble les dirigeants de tous les grands organismes de développement des Nations Unies à s'engager à augmenter sérieusement leur investissement en faveur de l'égalité des sexes, à obtenir de meilleurs résultats et à se charger davantage de la faire progresser. Une bonne dizaine d'ateliers organisés par des organismes des Nations Unies ont renforcé les capacités d'amélioration de l'intégration d'une perspective de genre. Pour la troisième fois cette année, 62 organismes ont déposé un rapport sur l'ONU-SWAP, un outil de suivi à l'échelle du système des Nations Unies qui mesure les progrès accomplis en matière d'égalité des sexes. Des progrès ont pu être démontrés pour 14 des 15 indicateurs de performances de l'ONU-SWAP. Concrètement, près de 60 pour cent des organismes des Nations Unies ont actuellement une politique d'égalité des sexes, qui constitue la première exigence de l'ONU-SWAP ; cela représente une augmentation de 20 pour cent par rapport à la mesure de référence de 2012.

En 2015, des dizaines de pays approuveront les nouveaux cadres de l'aide au développement de l'ONU, qui guideront toutes les activités de l'ONU dans l'un ou l'autre pays. ONU Femmes a appuyé la création d'une liste d'une trentaine d'experts prêts à contribuer à l'intégration de toute une série de dispositions en faveur de l'égalité des sexes. Une feuille de résultats concernant la parité des sexes au **Cambodge** s'est avérée être un instrument décisif pour la conception d'un plan onusien comportant un engagement sans précédent envers l'égalité et l'autonomisation.

Comités nationaux

Les Comités nationaux d'ONU Femmes mobilisent les ressources et le soutien publics en faveur de l'égalité des sexes. Créé en 2013, le Comité national français a rapidement développé un important réseau de sympathisants de la société civile et du secteur privé,

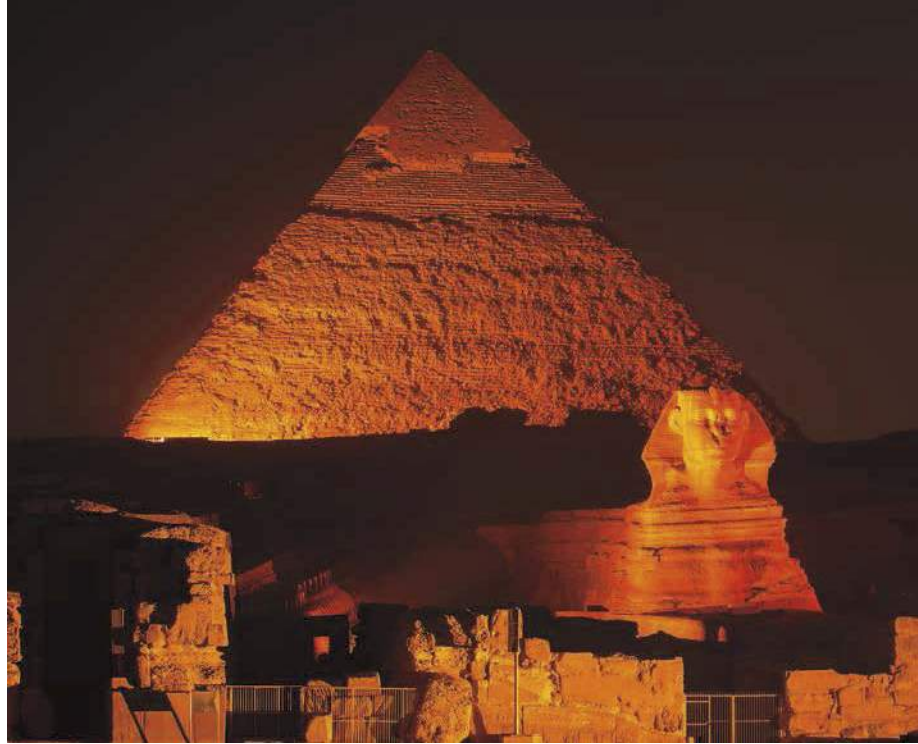
rassemblant 80 grandes entreprises pour promouvoir les principes d'autonomisation des femmes. Un partenariat avec la chanteuse pop Inna Modja a donné lieu à une grande visibilité médiatique grâce à un clip vidéo appelant les jeunes à mettre fin à la violence envers les femmes.

Le Comité national finlandais a rassemblé tout un éventail de grands comédiens et autres artistes finlandais qui se sont produits lors de spectacles à guichets fermés au bénéfice des programmes d'ONU Femmes. Le lancement de la campagne HeForShe a attiré de nombreux participants masculins en Finlande, dont le président lui-même, M. Sauli Niinistö, et un certain nombre de dirigeants de partis politiques. Des musiciens, artistes divers et autres célébrités ont enregistré gracieusement des messages vidéo encourageant les hommes et les garçons en général à participer à cette campagne.

Société civile

Les voix de la société civile ont résonné tout au long de la campagne Beijing+20, et ONU Femmes a apporté un soutien capital à leur participation. Nous avons appuyé des recherches menées par la société civile qui ont mis en évidence les réalités actuelles pour les femmes, et établi des bilans régionaux et façonné les discussions intergouvernementales de la Commission de la condition de la femme. Dans le cadre de notre mandat universel, nous avons élargi nos partenariats avec la société civile aux États-Unis et dans les pays nordiques.

Afin d'amener les hommes à étudier le pouvoir et les privilèges masculins et à chercher ce qu'il faut pour modifier complètement les rapports de genre, ONU Femmes a conclu un partenariat avec la MenEngage Alliance pour un colloque mondial organisé en **Inde**. D'une manière permanente, les Groupes consultatifs de la société civile d'ONU Femmes aux niveaux mondial, régional et national répartis dans 40 pays fournissent des orientations importantes. En 2014, le Groupe consultatif de la société civile mondial a été élargi afin de comprendre également des représentants de la jeunesse.



... mener l'appel au changement

Campagnes

Ce jour-là, des gens de 70 pays du monde entier ont fait la même chose, quelque chose d'étrange : ils ont coloré en orange leur quartier pour appeler à l'élimination de la violence envers les femmes. Des édifices emblématiques tels que l'Empire State Building, le bâtiment du Secrétariat des Nations Unies à New York ainsi que le Sphinx et les Pyramides de Gizeh, en Égypte, ont été éclairés d'une lumière orange : des déclarations publiques que personne ne pouvait ignorer en passant par là.

Des affiches, des fresques murales et des vêtements orange ont symbolisé l'espoir d'un avenir meilleur dénué de violence et un geste de solidarité en réponse à l'appel lancé par la campagne du Secrétaire général des Nations Unies Tous UNiS pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes, dirigée par ONU Femmes.

Plus tôt en 2014, la campagne Tous UNiS avait saisi une autre occasion de s'adresser aux foules. Tous les yeux étant rivés sur la Coupe du Monde de la FIFA au Brésil, un million d'autocollants proclamant O valente não é violento (« Les hommes courageux ne sont pas violents ») ont été distribués dans le cadre de cette campagne.

La nouvelle Ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes Emma Watson a galvanisé l'attention internationale lorsqu'elle a lancé la campagne du d'ONU Femmes HeForShe visant à inciter les hommes et les garçons à faire progresser l'égalité des sexes. Elle a mobilisé ses innombrables fans de par le monde pour participer à une conversation qui a touché 1,2 milliard de personnes par le biais des réseaux sociaux. Plus de 300.000 personnes ont marqué leur soutien à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes par le biais d'une appli.

Au Forum économique mondial, au début 2015, devant un parterre de Premiers ministres et de PDG, ONU Femmes a

dévoilé sa campagne HeForShe Impact 10x10x10. Celle-ci fait des gouvernements, des entreprises et des universités des champions de l'égalité des sexes : elle exhorte les dirigeants dans ces domaines à se servir de leur pouvoir et de leur influence pour provoquer un changement. Le plus grand groupe industriel de **Turquie**, Koç Holding, n'a pas tardé à agir et s'est engagé à offrir un cours de sensibilisation aux rapports hommes-femmes à 100.000 personnes de tout le pays d'ici 2020, qui touchera des communautés grâce à son réseau étendu de fournisseurs et de distributeurs. Ce groupe a appuyé une campagne nationale HeForShe à l'aide d'un déluge de publicités voyantes et de messages publiés en continu sur les réseaux sociaux.

En Afrique, les présidents du **Kenya**, du **Rwanda**, du **Sénégal** et de la **Sierra Leone** ont appuyé la campagne HeForShe. Le président du **Malawi** a lui aussi signé, ainsi que tous les membres du Cabinet et du Parlement, tandis que le Chef suprême Kyungu acceptait de se servir de son important poids culturel pour militer contre les pratiques traditionnelles néfastes. Gilberto Macuacua, une personnalité médiatique bien connue au **Mozambique**, se sert de son émission télévisée et de son blogue pour faire parler les gens de la lutte contre la violence envers les femmes.

Dans les **États arabes**, une campagne sans précédent a été lancée en 2015 en partenariat avec l'agence de publicité Impact BBDO Dubaï. Celle-ci a mis à bas un vieil interdit social qui voulait que l'on ne prononce pas en public « le nom de sa mère ». Une vidéo de campagne montrant des hommes de la rue en Égypte qui expliquaient, embarrassés, pourquoi ils ne pouvaient le prononcer a donné lieu à un débat dans toute la région ; des utilisateurs des réseaux sociaux se sont tournés vers Internet pour prononcer avec fierté le nom de leur mère. Cette vidéo a été vue près de 5 millions de fois sur différents canaux en ligne.



CI-DESSUS : En 2014, la campagne du Secrétaire général « Tous UNiS pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes », dirigée par ONU Femmes, a éclairé le monde en orange. Des lieux célèbres ont brillé d'une nouvelle lumière (de gauche à droite) : l'Empire State Building à New York, les pyramides d'Égypte, Times Square à New York et le bâtiment administratif du canal de Panama.
PHOTOS (de gauche à droite) : ONU Femmes/Ryan Brown ; ONU Femmes/Mohamed Ezz Aldin ; ONU Femmes/Jennifer S. Altman ; ONU Femmes



CI-DESSUS : Emma Watson, nouvelle Ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes, a lancé la campagne HeForShe d'ONU Femmes, incitant les hommes et les garçons à faire leur part du travail en vue de l'égalité des sexes. Grâce aux réseaux sociaux, elle a rallié à la cause ses très nombreux fans des quatre coins du monde.
PHOTO : ONU Femmes/Simon Luethi

Secteur privé

Les partenariats conclus avec des entreprises tout au long de l'année nous ont permis de profiter de la portée exceptionnelle de la publicité. Des vidéos montrant ce que des femmes étaient parvenues à faire et appelant à l'égalité des sexes ont été diffusées gracieusement sur les gigantesques écrans donnant sur les trois plus grandes courses automobiles de la NASCAR ainsi que lors de huit matches de la National Football League. Des solliciteurs parcouraient le public pour renforcer les messages diffusés en demandant aux amateurs de sport ce qu'ils avaient appris.

À l'occasion de la Journée internationale de la femme, les écrans du NASDAQ et de Reuter à Times Square, à New York, l'un des lieux publics les plus fréquentés au monde, ont exhorté les passants et passantes à s'imaginer un monde dans lequel les hommes et les femmes seraient égaux et à redoubler d'efforts pour y parvenir. Pour la deuxième fois cette année, UNHATE, la fondation de Benetton, a défendu le rôle d'ONU Femmes lors de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, à l'aide d'une campagne publicitaire comprenant une vidéo publiée dans les grands médias internationaux comme The New York Times et en ligne.

Un nouveau Conseil consultatif des responsables du secteur privé aide ONU Femmes à accélérer les progrès économiques et sociaux pour les femmes et les filles en la faisant bénéficier de son expertise, sa portée et ses ressources. En 2014, 155 nouvelles entreprises ont adopté les principes d'autonomisation des femmes d'ONU Femmes et du Pacte mondial de l'ONU ; au total, 845 entreprises se sont déjà engagées ainsi à adopter des pratiques commerciales respectueuses de la recherche de l'égalité des sexes.



Le Fonds d'affectation spéciale d'ONU Femmes pour l'égalité des sexes

En 2014, le Fonds a dépensé 7,4 millions de dollars des États-Unis au profit de 67 programmes actifs. Ceux-ci concernaient 79 organisations de la société civile et ont touché directement la vie de plus de 210.000 femmes. Depuis son lancement en 2009, le Fonds a accordé un total de 56,4 millions de dollars à 96 programmes dans 72 pays, au profit de plus de 9,7 millions de bénéficiaires directs.

Les programmes de 2014 ont aidé 10.400 femmes à accéder à de nouvelles sources de revenus et à mieux contrôler les ressources productives. Plus de 3.150 femmes sont devenues des propriétaires foncières, 6.200 ont accédé à un crédit ou un prêt, et 10.500 ont bénéficié de mesures de protection sociale et de services. Les formations, campagnes et activités de plaidoyer ont favorisé l'adoption de 550 nouvelles dispositions constitutionnelles, lois et politiques de protection des droits politiques et économiques des femmes, et 58.000 femmes ont participé activement à des forums pour influencer les politiques.

Au sud de l'**Inde**, trois organisations partenaires – IT for Change, Kutch Mahila Vikas Sangathan et ANANDI – amènent les femmes rurales et socialement exclues à maîtriser les technologies mobiles. Les femmes s'en servent pour documenter les lacunes des services publics et appeler leurs représentants locaux à l'action. Ce programme a renforcé les liens entre plus de 800 élues et leurs électrices et électeurs. C'est ainsi que 7.000 demandes d'aide publique ont été introduites, et que plus d'une centaine de résolutions ont été adoptées par des administrations locales pour offrir aux femmes un meilleur accès aux terres, aux centres de santé et aux installations sanitaires, entre autres services.

Cotidiano Mujer, qui bénéficie d'une subvention, a dirigé une campagne nationale de plaidoyer en **Uruguay** aux alentours des élections de 2014 et l'application d'un quota exceptionnel et unique appelant les femmes à occuper au moins 30 pour cent des sièges au parlement. Ce scrutin a été marqué par des progrès historiques, puisque le

nombre de sénatrices est passé de 2 à 9 sièges sur 30. Le Cabinet national compte maintenant le plus grand pourcentage de ministres féminins qu'il ait connu : celui-ci est passé de 15 pour cent à 40 pour cent. La visite de l'Ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes Emma Watson dans ce pays a généré un élan en attirant l'attention des partis politiques, de la presse et du grand public.

La Société pour la protection de la nature au **Liban** s'est servie d'une subvention pour attirer largement l'attention sur les mérites de *hima*, une méthode communautaire vieille de 1.500 ans qui permet de gérer durablement les ressources naturelles ; les femmes jouent un rôle prépondérant dans cette méthode. Les femmes issues des milieux ruraux qui produisent des objets d'artisanat traditionnels en se basant sur *hima* disposent dorénavant de leur premier *souk* dédié à leurs produits au Liban, et BirdLife France compte proposer leurs marchandises dans son magazine en ligne.

Le Fonds pour l'égalité des sexes est le principal mécanisme mondial d'octroi de subventions d'ONU Femmes consacré à l'autonomisation politique et économique des femmes. Il offre son soutien financier et technique à des programmes à fort impact menés par des organisations de la société civile qui s'efforcent d'offrir des services aux femmes et aux filles de par le monde et de défendre leurs droits, et surtout des organisations actives au sein des communautés les plus exclues et marginalisées.

APERÇU DES BÉNÉFICIAIRES SÉLECTIONNÉS EN 2014*

AFRIQUE

Burundi

Unissons-nous pour la promotion des Batwa (UNIPROBA)

Promotion de l'égalité des sexes des populations Batwa du Burundi par la participation des femmes à la prise de décisions à l'échelon local
200.000 USD

Nigéria

Nigeria Community Life Project (Projet de vie communautaire au Nigéria)

Autonomisation des femmes leaders de diverses communautés en vue de leur participation à la gouvernance locale dans deux États du sud-ouest du Nigéria
535.000 USD

Rwanda

RCN Justice & Démocratie

Au-delà de la sensibilisation : modification de l'équilibre des rapports de force sociaux en permettant aux femmes d'accéder à la propriété foncière
2.000.000 USD

Zimbabwe

Basilwilzi Trust/Zubo

Projet d'autonomisation économique des femmes Binga (BWEPP)
200.000 USD

CI-DESSUS : *L'un des programmes à fort impact du Fonds pour l'égalité des sexes d'ONU Femmes consiste à initier les femmes rurales marginalisées à la technologie mobile. Elles s'en servent pour communiquer avec les représentantes et représentants des administrations locales, afin d'obtenir de meilleurs services. À ce jour, 7.000 demandes d'aide publique ont ainsi pu être traitées, par exemple.*

PHOTO : Jayshree Joshi pour Kutch Mahila Vikas Sangathan (KMVS)

ÉTATS ARABES

Algérie

Association pour la solidarité et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion – El Ghaith

Promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la zone rurale de Bourdj Bou Arreridj pour son développement humain social et économique
200.000 USD

Égypte, Yémen et Libye

KARAMA

Démocratie inclusive : défense des droits politiques des femmes en Libye, au Yémen et en Égypte tout au long du Printemps arabe
565.000 USD

État de Palestine

Palestinian Women for Peace and Development (*Les femmes palestiniennes pour la paix et le développement*) (PCPD)

Pour une constitution démocratique garantissant des droits égaux pour les femmes
200.000 USD

ASIE ET PACIFIQUE

Bangladesh

Bolipara Nar iKalyan Somity (BNKS)

Promotion d'un environnement favorable à l'accès des femmes du peuple des collines au Bangladesh aux ressources économiques, et à leur contrôle
200.000 USD

Pakistan

Pak Women (Les femmes pakistanaises) *Projet d'autonomisation et de participation politique des femmes (WE3P)*

220.000 USD

Sri Lanka

Centre for Women's Research (Centre de recherche pour les femmes) (CENWOR)
Autonomisation économique des femmes issues de groupes à faibles revenus, exercice de leurs droits économiques et réalisation de l'égalité des sexes
200.000 USD

EUROPE ET ASIE CENTRALE

Géorgie

Sukhumi

Conseils consultatifs pour l'égalité des sexes : renforcement du rôle des femmes dans les changements sociaux régionaux
305.000 USD

Kirghizistan

Association publique « Central Asian Alliance for Water » (Alliance de l'Asie centrale pour l'eau)

Autonomisation des femmes et des filles en vue de leur offrir un accès politique et économique à la gestion de l'eau potable et au contrôle de celle-ci
225.000 USD

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Argentine

Fondo Mujeres del Sur

Élaboration d'un programme pour les droits du travail des femmes qui travaillent comme domestiques ou dans les ateliers de couture du cône Sud
415.000 USD

Bolivie

Coordinadora de la Mujer

Las mujeres bolivianas y el proceso de cambio: Un marco normativo con igualdad de género
2.474.134 USD

Brésil

SOS Corpo – Instituto Feminista para a Democracia

D'avantage de droits et de pouvoir pour les Brésiliennes
2.500.000 USD

Pérou

Centro de Culturas Indigenas del Peru (CHIRAPAC)

Les femmes indigènes défendent la terre nourricière : les droits économiques et l'autonomisation en Amérique latine
535.000 USD

*La liste complète des bénéficiaires peut être consultée ici : unwomen.org/fr/trust-funds.

Note : USD correspond au dollar des États-Unis



Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

En **Colombie**, au **Chili** et en **El Salvador**, une subvention du Fonds d'affectation spéciale de l'ONU aide Sur Corporación de Estudios Sociales y Educación (Sur Corporación), une organisation de la société civile, à former la police afin qu'elle applique les lois et les politiques pour mettre un terme à la violence envers les femmes et les filles. Plus de 700 policiers ont suivi un cours fondé sur les principes du droit des femmes à vivre à l'abri de la violence. Celui-ci apprend aux participantes participantes quelles sont les différentes manifestations de la violence, comment améliorer sa réactivité et comment dépister les cas de violence et en assurer le suivi. Un programme d'échanges entre ces pays consiste à partager leurs pratiques et expériences prometteuses.

L'amélioration de la communication entre la police et les organisations de femmes dans ces trois pays a encouragé la compréhension commune de l'étendue de la violence envers les femmes et les filles. Une fois la formation terminée, des ateliers de suivi détaillés rassemblent des représentants de la police et des

organisations de femmes afin de se concentrer sur les procédures et protocoles absolument indispensables pour prévenir et réagir à la violence basée sur le genre.

La violence basée sur le genre à l'intérieur et aux alentours des écoles au **Viet Nam** est si courante que c'est devenu l'un des principaux obstacles à l'autonomisation des filles et à l'égalité des sexes. Plan Viet Nam, une organisation de développement qui cible les enfants, se sert d'une subvention du Fonds d'affectation spéciale de l'ONU pour promouvoir une solution : le Modèle pilote d'école sensible au genre. Actuellement mis en œuvre dans 20 écoles secondaires de Hanoï, ce modèle encourage les écoles à être sûres, responsables et adaptées aux enfants.

À la fin 2014, les enseignantes et enseignants de 20 écoles utilisaient des manuels complets pour parler de la violence basée sur le genre liée à l'école avec plus de 16.000 adolescentes et adolescents. Parmi d'autres questions, les élèves y apprennent à reconnaître et à remettre en question les normes inévitables et la violence dans leur

vie quotidienne. Des centaines d'élèves se sont adressés au nouveau service de conseil des écoles pour y obtenir un soutien psychosocial.

Dans les **États arabes**, le Syndicat des femmes jordaniennes s'est joint au Centre égyptien d'aide aux femmes et à l'Union de l'Action féminine au Maroc pour mobiliser une action régionale visant à prévenir la traite des femmes. En **Jordanie**, 35 organisations ont amélioré leurs services, notamment par l'orientation vers des services d'aide psychosociale et juridique. Dans les communautés rurales pauvres d'**Égypte** et du **Maroc**, la communication a sensibilisé les femmes aux risques qu'elles couraient et à leurs droits en vertu de la loi. Un réseautage et une coordination renforcés ont commencé à rapprocher les activités des groupes de la société civile, des responsables gouvernementaux et des autorités juridiques en vue de détecter les cas de traite et d'y mettre fin, et ont contribué aux progrès accomplis quant à la rédaction de lois visant à lutter contre la traite des êtres humains.

Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (ci-après, le « Fonds d'affectation spéciale de l'ONU ») soutient des approches innovantes et prometteuses de prévention de la violence envers les femmes et les filles et de lutte contre celle-ci. Créé par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1996, et géré par ONU Femmes pour le compte du système des Nations Unies, il soutient actuellement 95 initiatives dans 71 pays et territoires, au moyen de subventions dont le montant total s'élève à 56,3 millions de dollars des États-Unis.

APERÇU DES BÉNÉFICIAIRES SÉLECTIONNÉS EN 2014*

AFRIQUE

Libéria

Episcopal Relief and Development (Secours épiscopal et développement)
Mobilisation d'organisations religieuses pour prévenir la violence envers les femmes et les filles et favoriser l'accès des victimes aux services d'aide
680.216 USD

République-Unie de Tanzanie

Equality for Growth (Égalité pour la croissance)
Payez-les, ne les maltraitez pas : protection des commerçantes informelles de Dar es Salaam contre la violence envers les femmes
350.440 USD

Zimbabwe

Leonard Cheshire Disability Zimbabwe Trust (Fonds Leonard Cheshire pour les handicapés au Zimbabwe)
Accès à la justice des filles et des femmes handicapées
400.452 USD

ÉTATS ARABES

Égypte

Al Shehab Institution for Comprehensive Development (Institut Al Shehab pour le développement global)
Intervention s'appuyant sur la communauté pour atténuer les différentes formes de violence envers les femmes et la vulnérabilité des femmes face au VIH/sida
367.712 USD

CI-DESSUS : Au Chili, un bénéficiaire du Fonds d'affectation spéciale de l'ONU pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes a amélioré la formation policière pour mieux protéger les femmes de la violence. Les policiers apprennent à connaître les différentes formes de violence, ainsi que les meilleurs moyens d'y faire face et d'en assurer le suivi. Une cartographie communautaire montre les zones dans lesquelles les cas de violence sont les plus fréquents.

PHOTO : Roberto Rojas

État de Palestine

Community Media Center (Centre de médias communautaire)
Lutte contre la violence envers les femmes
158.350 USD

État de Palestine

Psycho-Social Counseling Center for Women (Centre de conseils psychosociaux pour les femmes)
Lutte contre la violence basée sur le genre
356.667 USD

ASIE ET PACIFIQUE

Mongolie

Mongolian Women's Fund (Fonds des femmes mongoles)
Visé à maintenir l'investissement de l'État dans la sensibilisation en milieu scolaire à la violence domestique
100.000 USD

Népal

Restless Development Nepal (Développement permanent du Népal)
Pour l'abolition de la tradition d'isolement des Chhaupadi dans les régions de l'extrême-Ouest et du centre-Ouest du Népal
417.880 USD

Timor-Leste

Associaçao Chega Ba Ita
Aide aux femmes victimes de violence au Timor-Leste
300.000 USD

EUROPE ET ASIE CENTRALE

Albanie

Alliance Against LGBT Discrimination (Alliance contre la discrimination à l'égard des LGBT)
Réduction de la violence envers les femmes, et particulièrement envers la communauté LBT albanaise
95.000 USD

Kirghizistan

NFFCK
Crée de nouvelles occasions pour les filles issues des zones rurales de prévenir les menaces de violence et d'y répondre
80.215 USD

Serbie

The Association of Women Sandglass (Association de femmes Sablier)
Communautés locales de Serbie centrale contre la violence basée sur le genre
86.546 USD

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Colombie

ONIC
Femmes autochtones, violence basée sur le genre et accès à la justice
417.601 USD

El Salvador

Asamblea de Cooperación por la Paz
Facilite l'accès des femmes à une vie à l'abri de la violence basée sur le genre en El Salvador
370.220 USD

Guatemala

Fundació Privada Sida i Societat
Prévention et réduction de la violence sexuelle envers les travailleuses du sexe au Guatemala
220.872 USD

INTERRÉGIONAL

Brésil, République démocratique du Congo

Promundo-US
Mobilise les jeunes pour mettre fin à la violence envers les femmes et les filles au Brésil et en République démocratique du Congo
722.821 USD

*La liste complète des 25 nouvelles subventions attribuées en 2014 par le Fonds d'affectation spéciale de l'ONU peut être consultée ici : unwomen.org/fr/trust-funds.

Note : USD correspond au dollar des États-Unis

ONU Femmes remercie sa famille de donateurs, de plus en plus nombreuse, pour son engagement. En 2014, nous avons reçu les contributions les plus élevées à ce jour, pour un montant total de 322,8 millions de dollars des États-Unis, soit une augmentation de 17,2 pour cent par rapport aux 275,4 millions reçus en 2013. Le fait de franchir la barre des 300 millions de dollars nous a encouragés et motivés, en tant qu'organisme.

En 2014, les contributions volontaires se sont réparties entre les ressources ordinaires à raison de 163,7 millions de dollars (contre 156,9 millions en 2013) et les autres ressources à raison de 159,2 millions de dollars (contre 118,5 millions de dollars en 2013). Après avoir dépassé ses objectifs tant pour les ressources ordinaires que pour les autres ressources, ONU Femmes s'efforce d'entretenir cet élan afin d'atteindre la cible des 500 millions de dollars fixée par le Secrétaire général des Nations Unies.

Parmi les chiffres clés de l'année 2014, nous avons dénombré 143 gouvernements donateurs principaux, soit le nombre le plus élevé que nous ayons jamais atteint. Au total, plus de 90 pour cent des pays des régions Amérique latine et Caraïbes, Asie et Pacifique en faisaient partie.

Un vote de confiance de nos donateurs

Un rapport sur ONU Femmes publié en 2014 par le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN), un réseau de 19 pays donateurs, fut très positif. Il a reconnu qu'ONU Femmes avait réussi à s'imposer comme nouvel organisme et avait obtenu des résultats en matière de développement, malgré ses ressources limitées.

L'évaluation a affirmé que le mandat d'ONU Femmes était pertinent, et qualifié sa performance de « forte » pour une série d'indicateurs de son efficacité et de son impact. Des quatre entités des Nations Unies étudiées par le MOPAN en 2014, c'est ONU Femmes qui a obtenu le plus grand nombre d'indicateurs « forts », bien qu'il s'agisse, de loin, de la plus jeune entité.

État des résultats financiers

en milliers de USD

pour l'exercice terminé au 31 décembre 2014

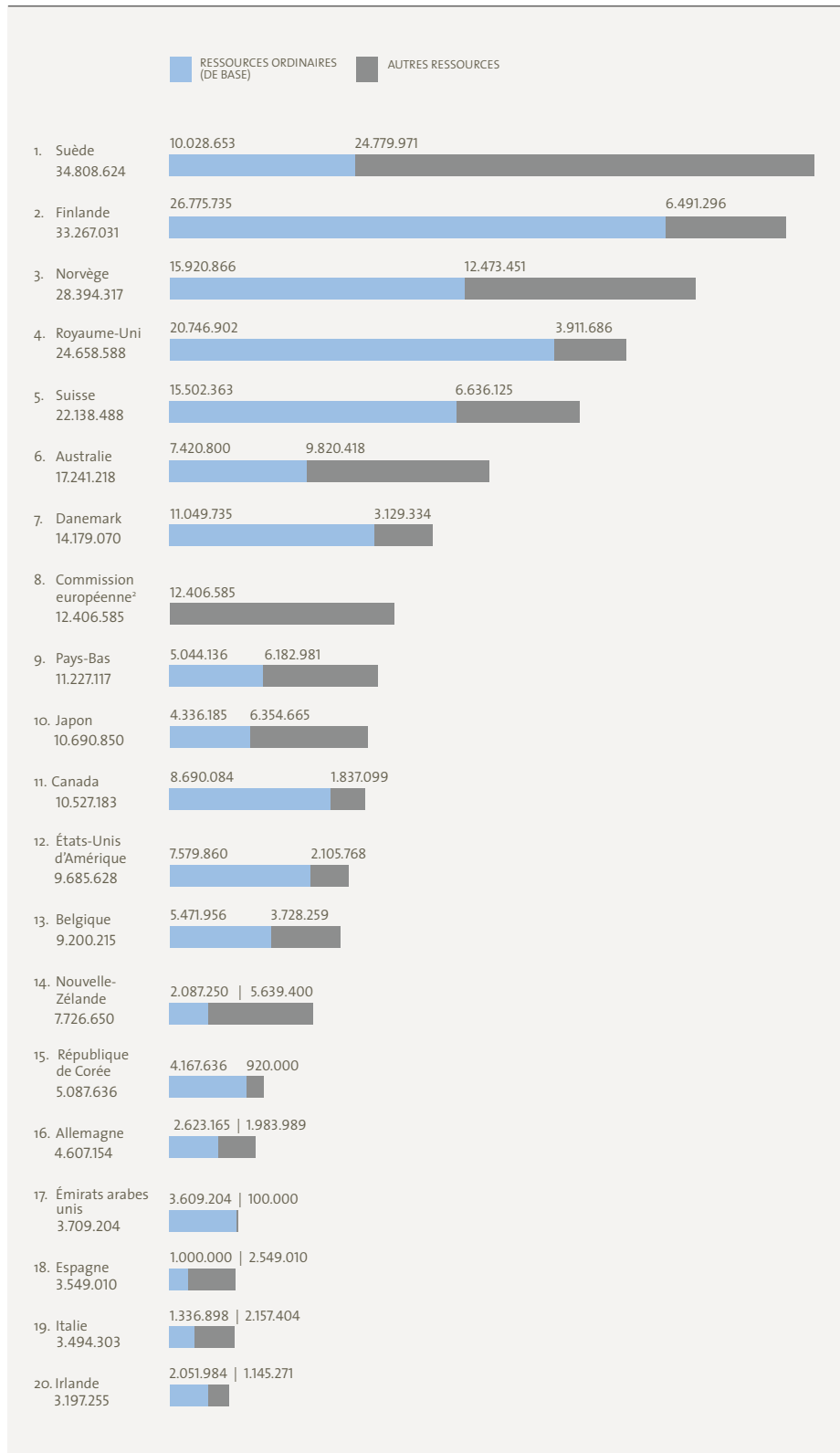
	TOTAL
REVENUS	
Contributions	
Ressources ordinaires	163.664
Autres ressources	159.160
Ressources estimées	7.652
Revenus de placements	1.592
Autres revenus	815
Revenus : opérations de change	5
TOTAL DES REVENUS	332.888
TOTAL DES DÉPENSES	270.538
EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'EXERCICE	62.350

NOTES:

1. Ces états financiers ont été élaborés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS). Selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les dépenses sont comptabilisés dans la période des états financiers à laquelle ils se rattachent.
2. Les contributions mises en recouvrement sont inscrites à titre de dotation annuelle du budget ordinaire des Nations Unies et sont mises en recouvrement et approuvées pour une période budgétaire de deux ans. Le montant de ces contributions est ensuite réparti de manière proportionnelle entre les deux années et comptabilisé sur une base mensuelle.

Les 20 principaux gouvernements donateurs

pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, en USD¹



NOTES:

1. Les chiffres pour les autres ressources incluent le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et le Fonds pour l'égalité des sexes.
2. La Commission européenne (CE/UE) est une organisation gouvernementale membre

Contributions volontaires à ONU Femmes

des gouvernements et autres donateurs (exprimées en USD)

CONTRIBUTEURS	Ressources ordinaires (de base)	Autres ressources	TOTAL 2014
Gouvernements et organisations membres			
Afghanistan	500	-	500
Afrique du sud	200.000	-	200.000
Algérie	10.000	-	10.000
Allemagne	2.623.165	1.983.989	4.607.154
Andorre	54.768	-	54.768
Angola	10.000	-	10.000
Antigua-et-Barbuda	300	-	300
Argentine	30.000	-	30.000
Arménie	2.500	-	2.500
Australie	7.420.800	9.820.418	17.241.218
Autriche	345.781	96.257	442.038
Bahamas	5.000	-	5.000
Bangladesh	10.500	-	10.500
Barbade	121.640	-	121.640
Belgique	5.471.956	3.728.259	9.200.215
Belize	1.000	-	1.000
Bénin	500	-	500
Bhoutan	500	-	500
Bolivie (État plurinational de)	10.000	-	10.000
Bosnie-Herzégovine	2.000	-	2.000
Botswana	10.000	-	10.000
Bésil	253.637	596.684	850.320
Brunéi Darussalam	50.000	-	50.000
Burkina Faso	1.309	-	1.309
Burundi	1.500	-	1.500
Cambodge	6.000	-	6.000
Canada	8.690.084	1.837.099	10.527.183
Chili	100.000	-	100.000
Chine	60.000	830.000	890.000
Colombie	200	6.109	6.309
Commission européenne (CE/UE) ¹	-	12.406.585	12.406.585
Comores	200	-	200
Congo	500	-	500
Costa Rica	10.020	-	10.020
Côte d'Ivoire	20.000	-	20.000
Croatie	5.000	-	5.000
Danemark	11.049.735	3.129.334	14.179.070
Djibouti	1.000	-	1.000
El Salvador	500	-	500
Émirats arabes unis	3.609.204	100.000	3.709.204
Équateur	10.000	-	10.000
Érythrée	200	-	200
Espagne	1.000.000	2.549.010	3.549.010
Estonie	81.522	55.762	137.284
États-Unis d'Amérique	7.579.860	2.105.768	9.685.628
Éthiopie	4.000	-	4.000
ex-République yougoslave de Macédoine	500	-	500
Fiji	5.348	-	5.348
Finlande	26.775.735	6.491.296	33.267.031
France	547.196	2.135.555	2.682.751
Géorgie	10.000	-	10.000
Grèce	20.000	-	20.000
Grenade	1.000	-	1.000
Guatemala	3.000	-	3.000
Guinée Bissau	150	-	150
Guinée équatoriale	19.990	-	19.990
Haiti	500	-	500
Honduras	150	-	150
Îles Marshall	1.333	-	1.333
Îles Salomon	800	-	800
Inde	1.000.000	-	1.000.000
Indonésie	147.000	-	147.000
Irak	8.000	-	8.000
Iran (République islamique d'Iran)	5.000	-	5.000
Irlande	2.051.984	1.145.271	3.197.255
Islande	681.340	447.253	1.128.593
Israël	250.000	10.000	260.000
Italie	1.336.898	2.157.404	3.494.303
Jamaïque	4.603	-	4.603
Japon	4.336.185	6.354.665	10.690.850
Jordanie	20.000	20.000	40.000
Kazakhstan	100.194	9.975	110.169
Kirghizistan	100	-	100
Kiribati	1.500	-	1.500

CONTRIBUTEURS	Ressources ordinaires (de base)	Autres ressources	TOTAL 2014
Koweït	50.000	-	50.000
Lettonie	10.000	-	10.000
Libéria	1.976	-	1.976
Liechtenstein	78.440	11.206	89.646
Lituanie	12.392	-	12.392
Luxembourg	1.390.041	-	1.390.041
Malaisie	50.000	-	50.000
Malawi	1.000	-	1.000
Maldives	1.000	-	1.000
Malte	631	-	631
Maroc	20.000	888.697	908.697
Maurice	500	-	500
Mauritanie	150	-	150
Mexique	94.665	1.088.540	1.183.205
Micronésie (États fédérés de)	2.000	-	2.000
Monaco	20.633	-	20.633
Mongolie	7.000	-	7.000
Monténégro	500	-	500
Mozambique	5.000	-	5.000
Myanmar	5.000	-	5.000
Namibie	6.024	-	6.024
Nauru	100	-	100
Nicaragua	5.000	-	5.000
Nigéria	278.000	-	278.000
Norvège	15.920.866	12.473.451	28.394.317
Nouvelle-Zélande	2.087.250	5.639.400	7.726.650
Oman	5.000	-	5.000
Pakistan	9.508	-	9.508
Palaos	100	-	100
Panama	15.000	-	15.000
Paraguay	500	-	500
Pays-Bas	5.044.136	6.182.981	11.227.117
Pérou	2.000	-	2.000
Pologne	9.426	-	9.426
Portugal	6.734	-	6.734
République de Corée	4.167.636	920.000	5.087.636
République démocratique du Congo	2.500	-	2.500
République démocratique populaire lao	1.000	-	1.000
République dominicaine	42.436	-	42.436
République populaire démocratique de Corée	250	-	250
République tchèque	13.618	-	13.618
République-Unie de Tanzanie	5.000	-	5.000
Roumanie	15.000	-	15.000
Royaume-Uni	20.746.902	3.911.686	24.658.588
Rwanda	10.000	-	10.000
Sainte-Lucie	100	-	100
Saint-Kitts-et-Nevis	250	-	250
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1.000	-	1.000
Samoa	1.000	-	1.000
Sao Tomé-et-Principe	12.500	-	12.500
Sénégal	471.168	-	471.168
Seychelles	1.000	-	1.000
Singapour	50.000	-	50.000
Somalie	150	-	150
Soudan	1.000	-	1.000
Sri Lanka	5.000	-	5.000
Suède	10.028.653	24.779.971	34.808.624
Suisse	15.502.363	6.636.125	22.138.488
Suriname	1.750	-	1.750
Swaziland	200	-	200
Tonga	5.000	-	5.000
Tunisie	9.024	5.389	14.413
Turquie	1.000.000	-	1.000.000
Tuvalu	50	-	50
Ukraine	100	-	100
Uruguay	9.000	-	9.000
Venezuela (République bolivarienne du)	1.000	-	1.000
Viet Nam	11.096	-	11.096
Zambie	1.000	-	1.000
Zimbabwe	1.000	-	1.000
Contributions totales des Gouvernements	163.452.205	120.554.138	284.006.343

NOTE :

1. La CE/UE est une organisation gouvernementale membre.

CONTRIBUTEURS	Ressources ordinaires (de base)	Autres ressources	TOTAL 2014
Comités Nationaux			
Allemagne	1.983	15.268	17.250
Australie	-	383.305	383.305
Autriche	-	3.254	3.254
États-Unis	50.000	-	50.000
Finlande	116.530	57.436	173.967
France	-	6.534	6.534
Islande	-	221.531	221.531
Italie	-	3.193	3.193
Japon	-	35.141	35.141
Royaume-Uni	1.580	22.117	23.697
Singapour	15.162	98.485	113.647
Suède	-	4.076	4.076
Suisse	-	35.577	35.577
Contributions totales des Comités Nationaux	185.255	885.917	1.071.172

Fondations et donateurs privés

Association du barreau américain	-	41.897	41.897
Banque asiatique de développement	-	660.735	660.735
Banque Barclays	-	60.000	60.000
Banque J.P. Morgan	-	250.000	250.000
Care International	-	1.660	1.660
Coca-Cola	-	1.357.731	1.357.731
Fondation Angelica Fuentes	-	600.000	600.000
Fondation du Centre finlandais	2.003	-	2.003
Fondation Ford	-	115.000	115.000
Fondation UNHate	-	154.963	154.963
Groupe Benetton	-	50.000	50.000
Initiative d'intervention rapide au service de la justice	-	663.685	663.685
Institut néerlandais pour la démocratie pluraliste (NIMD)	-	10.695	10.695
Intel Corporation	-	100.000	100.000
Maria Holder Memorial Trust	-	8.800	8.800
ONU Femmes pour la paix	-	130.000	130.000
Open Society Initiative for West Africa (OSIWA)	-	26.600	26.600
Proya Cosmetics Co Ltd	-	146.500	146.500
Tupperware Brands Corporation	-	100.000	100.000
Unilever	-	336.132	336.132
We Effect	-	9.975	9.975
World Vision	-	2.000	2.000
Zonta International	-	1.687.880	1.687.880
Divers donateurs	8.012	289.503	297.515
Contributions totales des fondations et donateurs privés	10.015	6.803.756	6.813.771

Organismes des Nations Unies

CEA	-	30.385	30.385
FIDA	-	1.022.074	1.022.074
HCR	16.500	507.883	524.383
MDTFO	-	14.858.375	14.858.375
MINUK	-	32.395	32.395
OIM	-	1.554.856	1.554.856
OIT	-	145.220	145.220
OMS	-	3.539	3.539
ONUSIDA	-	4.203.526	4.203.526
PAHO	-	15.000	15.000
PAM	-	32.015	32.015
PNUD	-	2.783.048	2.783.048
UNESCO	-	4.951	4.951
UNFPA	-	1.704.188	1.704.188
UNICEF	-	1.246.828	1.246.828
UNOCHA	-	1.647.382	1.647.382
UNOPS	-	549.012	549.012
UNTFHS	-	575.248	575.248
Contributions totales des organismes des Nations Unies	16.500	30.915.925	30.932.425

TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES 2014	163.663.975	159.159.736	322.823.711
---	--------------------	--------------------	--------------------

Contributions volontaires au Fonds pour l'égalité des sexes et au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies

des gouvernements et autres donateurs (exprimées en USD)

CONTRIBUYENTES	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes	Fonds pour l'égalité des sexes
Gouvernements		
Allemagne	310.253	317.662
Australie	2.393.811	-
Irlande	359.613	-
Islande	157.839	-
Israël	-	10.000
Japon	-	1.005.000
Kazakhstan	9.975	-
Liechtenstein	11.206	-
Norvège	873.933	-
Pays-Bas	2.631.579	-
Royaume-Uni	3.105.590	-
Suisse	3.587.283	-
Contributions totales des Gouvernements	13.441.082	1.332.662

Comités Nationaux

Allemagne	429	787
Australie	-	66.440
Finlande	57.436	-
France	6.534	-
Islande	110.765	110.765
Japon	15.141	-
Royaume-Uni	11.058	11.058
Suède	4.076	-
Suisse	17.259	-
Singapour	89.048	-
Contributions totales des Comités Nationaux	311.748	189.050

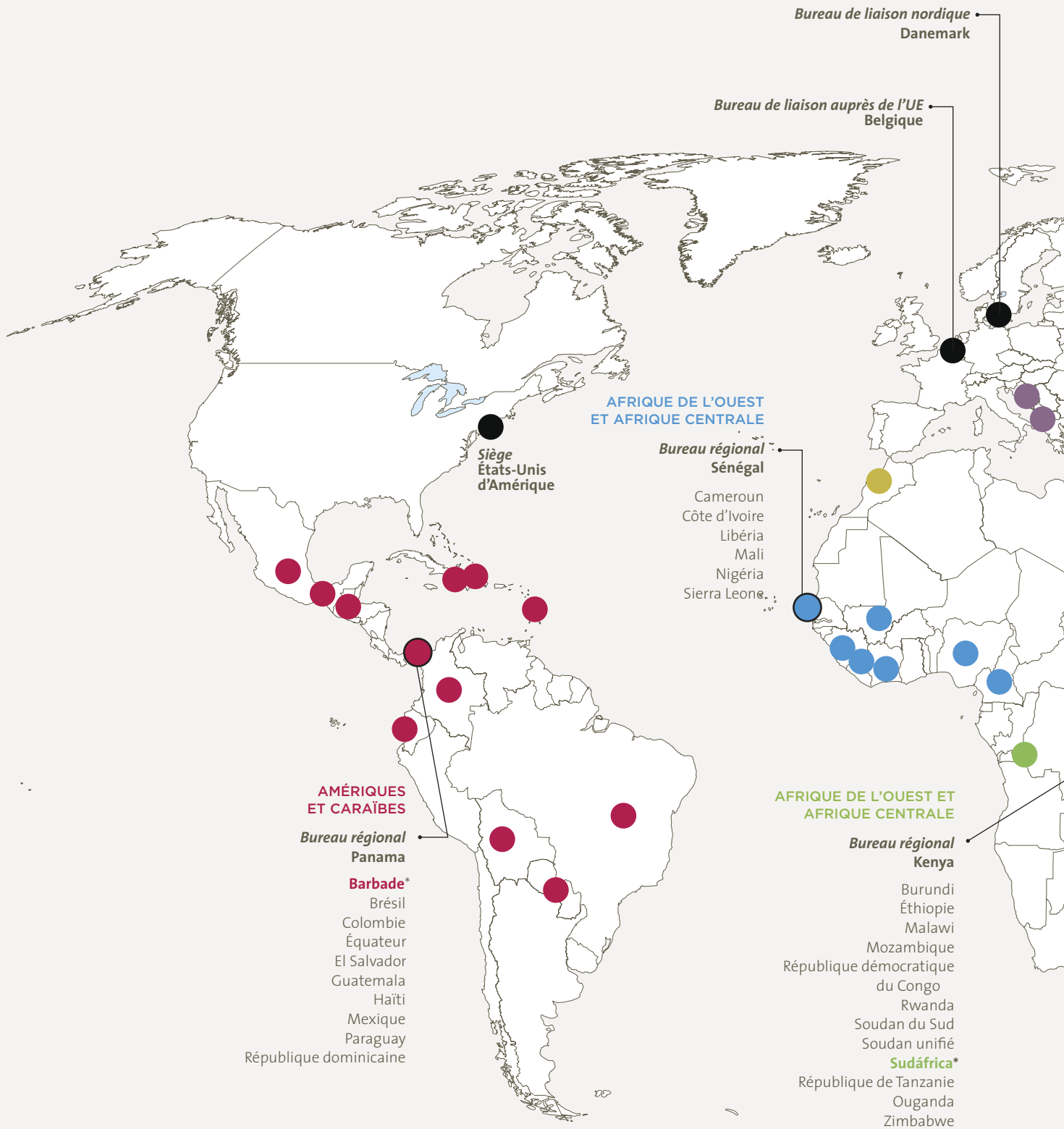
Fondations et donateurs privés

Fondation Angelica Fuentes	-	300.000
Groupe Benetton	50.000	-
ONU Femmes pour la paix	130.000	-
Tupperware Brands Corporation	-	100.000
Zonta International	894.000	-
Divers donateurs	6.911	1.019
Contributions totales des fondations et donateurs privés	1.080.911	401.019

TOTAL DES CONTRIBUTIONS 2014 AU FONDS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET AU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DES NATIONS UNIES	14.833.741	1.922.731
--	-------------------	------------------

ONU FEMMES DANS LE MONDE

Bureaux régionaux, multipays, de pays et de liaison



*Bureau multipays

EUROPE ET ASIE CENTRALE

Bureau régional

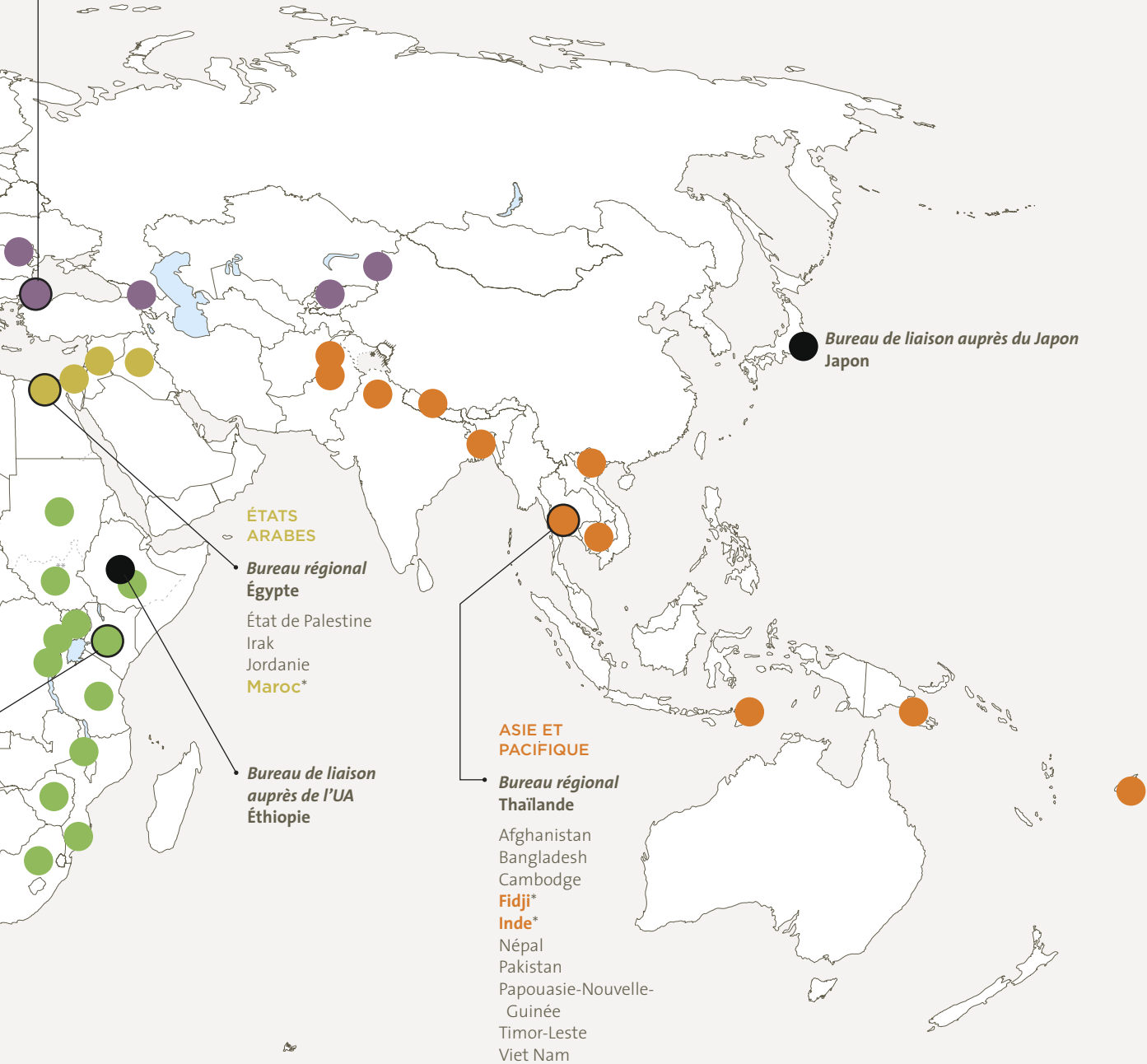
Turquie

- Albanie
- Bosnie-Herzégovine
- Géorgie
- Kazakhstan***
- Kirghizistan
- République de Moldavie

Les frontières et les noms indiqués ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part des Nations Unies.

*La ligne en pointillé représente approximativement la ligne de démarcation au Jammu-et-Cachemire convenue par l'Inde et le Pakistan. La situation définitive du Jammu et du Cachemire ne fait pas encore l'objet d'un accord entre les parties.

**La frontière définitive entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud n'a pas encore été fixée.



ÉTATS ARABES

Bureau régional Égypte

- État de Palestine
- Irak
- Jordanie
- Maroc***

Bureau de liaison auprès de l'UA Éthiopie

ASIE ET PACIFIQUE

Bureau régional Thaïlande

- Afghanistan
- Bangladesh
- Cambodge
- Fidji***
- Inde***
- Népal
- Pakistan
- Papouasie-Nouvelle-Guinée
- Timor-Leste
- Viet Nam

Bureau de liaison auprès du Japon Japon

Contactez-nous

SIÈGE

220 East 42nd Street
New York, NY 10017,
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
Tél: +1 646-781-4606
Site Internet : unwomen.org/fr

BUREAUX RÉGIONAUX

Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe

UN Gigiri Complex, UN Avenue, Block M,
Ground Floor
00100 Nairobi, KENYA
Tél: +221 33 869 99 70
Site Internet : africa.unwomen.org/fr

Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale

Immeuble no 3, SCI Diama, Ngor-Virage
Dakar, SÉNÉGAL
Tél: +254 20 762 4301
Site Internet : africa.unwomen.org/fr

Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes

Casa de las Naciones Unidas, Edificio 128,
Piso 3
Ciudad del Saber Clayton,
Panama City, PANAMA
Tél: +507 305-4833
Site Internet : lac.unwomen.org

Bureau régional pour les États arabes

28 El Safaa Street, 5th Floor (off El Gazaer
Street)
New Maadi, 11431 Le Caire, ÉGYPTÉ
Tél: +66 2 288-2093, +66 89-204-0085
Site Internet : arabstates.unwomen.org

Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique

UN Building, 5th Floor, Rajdamnern Nok
Avenue
Bangkok 10200, THAÏLANDE
Tél: +20 2 2516 5947
Site Internet : pacific.unwomen.org

Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale

Abide-i Hürriyet Caddesi Istiklal Sokak
No:11 KEY Plaza Kat:8 34381
Sisli, Istanbul, TURQUIE
Site Internet : eca.unwomen.org

BUREAUX DE LIAISON

ONU Femmes compte quatre bureaux de liaison qui donnent à notre organisation la possibilité de participer systématiquement, aux côtés des principales entités régionales et des États membres de l'ONU, au dialogue sur les politiques à suivre, à la défense de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, ainsi qu'aux efforts ciblés déployés pour mobiliser des ressources.

Bureau de liaison d'ONU Femmes auprès de l'Union africaine

Ericsson Building, 3rd Floor, Opposite
UNECA (Bâtiment Ericsson, 3^e étage, face à la CEA)
Addis-Abeba, ÉTHIOPIE
Tél: +251 115 549 990 ou +251 115 549 991

Bureau de liaison d'ONU Femmes auprès de l'Union européenne

Rue Montoyer 14
1000 Bruxelles, BELGIQUE
Tél: +32 (0)2 213 1444

Bureau de liaison d'ONU Femmes auprès du Japon

Bunkyo Civic Centre
1-16-21 Kasuga, Bunkyo City
Tokyo 112-8555, JAPON

Bureau de liaison d'ONU Femmes auprès des pays nordiques

UN City Building Marmorvej 51
2100 Copenhague, DANEMARK
Tél: +45 45 33 51 60

COMITÉS NATIONAUX

Les Comités nationaux pour ONU Femmes sont des organisations non gouvernementales indépendantes qui appuient la mission d'ONU Femmes grâce à des initiatives de sensibilisation du public sur ONU Femmes et les questions mondiales relatives aux femmes, ainsi que par le biais de collectes de fonds en faveur des programmes d'ONU Femmes à travers le monde. Il existe actuellement des Comités nationaux pour ONU Femmes dans 15 pays (Allemagne, Australie, Autriche, Canada, États-Unis, Finlande, France, Islande, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Singapour, Suède).

Pour participer à nos actions et trouver leurs coordonnées, veuillez visiter la page unwomen.org/fr/partnerships/national-committees.

© ONU Femmes 2015
Tous droits réservés

Produit par la section Communication et sensibilisation
Édition : *Nanette Braun*
Texte : *Gretchen Luchsinger*
Coordination de la production : *Carlotta Aiello*
Recherche photo : *Ryan Brown*
Conception : *Melanie Doherty Design*
Traduction : *Prime Production*
Édition en français : *Delphine Huddleston*
Impression : *RR Donnelley*

PHOTO DE COUVERTURE : *À l'instar de cette femme au Pérou, dans le monde entier, des millions de gens célèbrent chaque année la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, ralliant ainsi un mouvement mondial pour la défense de tous les droits fondamentaux des femmes.*
PHOTO : *Reuters/Corbis/Mariana Bazo*

PHOTOS DE FEMMES REMARQUABLES : p. 7: *ONU Femmes/Gaganjit Singh*; p. 9: *ONU Femmes/Lianne Milton*; p. 11: *ONU Femmes/Cindy Thai Thien Nghia*; p. 13: *Holo Makwaia*; p. 15: *ONU Femmes/Piyavit Thongsard*; p. 17: *Social Watch Philippines*.



220 East 42nd Street
New York, New York 10017, États-Unis
Tél: 646-781-4400
Fax: 646-781-4444

www.onufemmes.org
www.facebook.com/onufemmes
www.twitter.com/onufemmes
www.youtube.com/unwomen
www.flickr.com/unwomen

